ARCHIVES DES EN FRANCE

L'ACTIVITÉ DES SERVICES D'ARCHIVES

2019

ARCHIVES DES EN FRANCE

L'ACTIVITÉ DES SERVICES D'ARCHIVES

2019

Moderniser les archives :
un nouveau Cadre stratégique (2020-2024)

C'est au cours de l'année 2019 que le Cadre stratégique commun de modernisation des archives pour la période 2020-2024 a été élaboré, sous l'égide du Comité interministériel aux Archives de France, créé en 2012 comme lieu de coordination et de convergence des politiques nationales portées par les administrations des archives des ministères de la Culture, des Affaires étrangères et des Armées.

Au-delà des échanges nourris avec les deux autres administrations des archives, ce Cadre a fait l'objet d'une large concertation, d'abord avec les Archives nationales, les services d'archives ministériels et les Archives départementales, mais aussi avec d'autres partenaires et interlocuteurs des Archives. Il a en effet pour ambition de constituer le cadre dans lequel s'intègrent les projets scientifiques, culturels et éducatifs ou autres cadres et plans stratégiques élaborés par les services publics d'archives.

Tirant les enseignements du rapport remis par Christine Nougaret en mars 2017, *Une stratégie nationale pour la collecte et l'accès aux archives publiques à l'ère numérique*, et des débats qui s'en sont suivis, les priorités du Cadre, plus resserrées que celles du précédent, se concentrent sur deux domaines : le passage à l'échelle du numérique et le développement des publics – deux priorités que sous-tend l'intensification des réseaux des archives. Pour atteindre ces objectifs, le Cadre a pour mots clés simplification, priorisation, innovation et expérimentation, transparence, concertation, pragmatisme, adaptabilité face aux multiples transformations de notre société et de nos modes de gouvernance.

S'agissant du numérique, les cinq dernières années ont été marquées par des avancées considérables dans le développement de l'archivage numérique, notamment, la conduite du programme interministériel VITAM, mais aussi des actions de soutien en faveur des collectivités territoriales. Pour autant, la prise en charge des archives nativement numérique reste encore faible.

Par conséquent, elle doit devenir une priorité pour les services d'archives, en lien étroit avec les directions du numérique. L'accélération de cette prise en charge passe par plusieurs leviers : diffusion et réutilisation massive du logiciel VITAM, grâce au développement d'une offre de service ; développement et diffusion d'outils ergonomiques pour préparer les versements ; poursuite et accélération du soutien aux collectivités ; systématisation des dispositifs mutualisés ; simplification des procédures et processus ; priorisation de la collecte, par l'identification des systèmes d'information, productions bureautiques et messageries de l'État dont il convient d'organiser prioritairement l'archivage des données ; collaboration avec les délégués à la protection des données à caractère personnel.

Les autres priorités du Cadre concernent les usagers, qu'il convient de placer au cœur des dispositifs. Les enjeux de transparence sont, à cet égard, essentiels, comme l'ont montré les nombreux débats autour des archives essentielles, qui témoignaient d'une méconnaissance ou d'une incompréhension des pratiques des archivistes. Il convient par conséquent de développer la transparence sur nos métiers, qu'il s'agisse de la politique de collecte des services (registre des entrées, éliminations réglementaires pratiquées) ou des politiques de classement et de numérisation. L'ouverture des données participe également de cette transparence.

Plus globalement, l'association des usagers à la conception et à la mise en œuvre des nouveaux services (espaces, outils, dictionnaires et autres contributions collaboratives et participatives) est à renforcer, en développant également des lieux de rencontre (comité des usagers, forums sur les réseaux).

Cette transparence passe également par une simplification du droit d'accès aux archives – notamment par une adaptation de la procédure de déclassification des documents protégés par le secret de la défense nationale – et par une meilleure visibilité des ressources archivistiques sur Internet. C'est notamment un des enjeux principaux du portail FranceArchives.

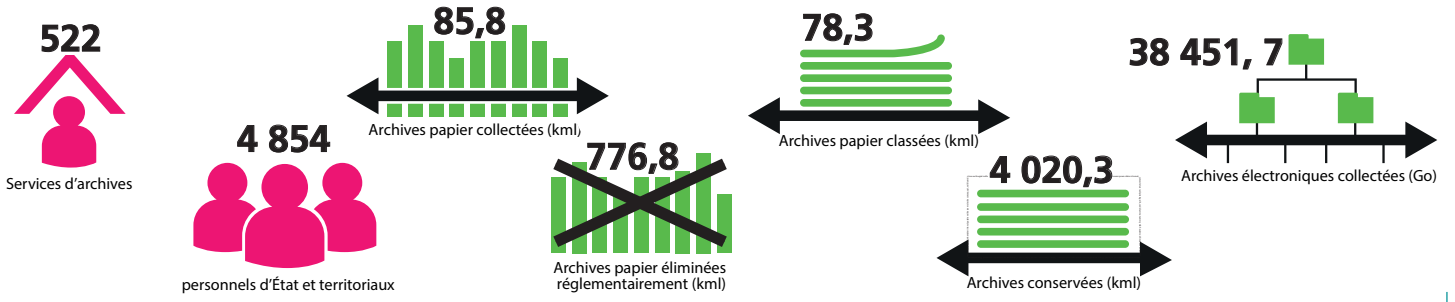
Il convient enfin de diversifier et d'élargir l'offre de service des archives aux publics, en développant des actions hors les murs, en mettant en œuvre des stratégies de territoire et des actions en matière d'éducation artistique et culturelle, ou en nouant des partenariats avec les autres acteurs culturels.

Les autres axes développés dans le Cadre sous-tendent ces deux priorités, qui visent à mieux positionner la fonction archives, à définir aux niveaux national et territorial des stratégies de collecte, ou encore à mettre en œuvre des politiques ambitieuses de conservation, où dominent les enjeux de développement durable, de résilience et de soutenabilité. À cet égard, la crise sanitaire que nous traversons est particulièrement révélatrice des défis qui sont lancés aux Archives.

Françoise BANAT-BERGER
Adjointe au directeur général des patrimoines
Cheffe du Service interministériel des Archives de France

Données clés 2019

	Archives nationales	Archives régionales	Archives départementales	Archives municipales et intercommunales	Total
Les services (nombre de services pris en compte dans l'enquête annuelle)	3	12	100	407	**522**
Les personnels des services d'archives					
Personnel État (équivalent temps plein)	526	–	245	–	**771**
Personnel territorial (équivalent temps plein)	–	71	2 666	1 346	**4 083**
Leurs missions					
Contrôler et collecter les documents et les données					
Accroissement annuel des archives papier (kml)	3,24	4,94	45,44	32,14	**85,76**
• dont archives publiques (kml)	2,56	4,94	42,06	30,24	**79,8**
• dont archives privées (kml)	0,68	–	3,38	1,90	**5,96**
Accroissement annuel des archives électroniques (Go)	2 522,75	4 010,97	16 070,60	15 847,36	**38 451,68**
Éliminations réglementaires annuelles (kml)	52,51	–	724,30	–	**776,81**
Évaluer, traiter et conserver les fonds d'archives					
Fonds pourvus d'un instrument de recherche dans l'année (kml)	4,24	4,06	42,70	27,3	**78,3**
Éliminations au titre de la réévaluation (kml)	–	2,54	11,65	22,7	**36,89**
Métrage total des fonds papier conservés (kml)	456,5	120,29	2 713,20	730,32	**4 020,31**
Volume total des fonds numériques conservés (Go)	65 400	2 006	19 344	28 440	**115 190**



	Archives nationales	Archives régionales	Archives départementales	Archives municipales et intercommunales	Total
Communiquer et valoriser les archives sur place et en ligne					
Fréquentation totale* * Nombre de séances de travail, nombre de visiteurs des expositions, nombre de scolaires accueillis, nombre de participants aux autres activités culturelles	176 346	536	797 754	446 232	**1 420 868**
Séances de travail en salle de lecture	40 422	213	258 827	72 161	**371 623**
Nombre de visiteurs des expositions (hors scolaires)	97 168	209	221 663	171 182	**490 222**
Nombre de scolaires accueillis dans les services (dont expositions)	10 308	47	180 245	85 337	**275 937**
Nombre de participants aux activités culturelles dans les services (hors expositions, hors scolaires)	28 448	67	137 019	117 793	**283 327**
Lecteurs inscrits dans l'année	19 175	1 890	90 472	49 122	**160 659**
Articles communiqués	139 489	6 616	1 157 273	356 272	**1 659 650**
Recherches par correspondance	23 360	71	145 077	79 132	**247 640**
Nombre d'expositions	7	3	160	358	**528**
Total des document (textuels et iconographiques) numérisés depuis le début des opérations de numérisation	17 502 548	303 135	549 950 957	37 773 007	**605 529 647**
Total des documents (textuels et iconographiques) consultables en ligne	11 410 670	6 251	438 340 617	21 411 183	**471 168 721**
Nombre de connexions sur les sites internet des services	3 379 778	n.c.	40 969 995	4 331 887	**48 681 660**
Nombre de connexions sur le portail FranceArchives					**2 656 171**
Pages et images vues sur les sites internet des services	79 461 933	7 151	1 604 131 750	59 533 807	**1 743 134 641**
Pages vues sur le portail FranceArchives					**7 975 377**

247 640
Recherches par correspondance

1 659 650
Communicatons de documents

160 659
Lecteurs

490 222
Visiteurs des expositions

283 327
Partlcipants aux actvités culturelles

275 937
Scolaires accueillis

605 529 647
Documents (textes et images) numérisés depuis le début des opératons de numérisation

471 168 721
Documents (textes et images) consultables en ligne

1 743 134 641
Pages et images vues sur les sites internet

48 681 660
Connexions sur les sites internet

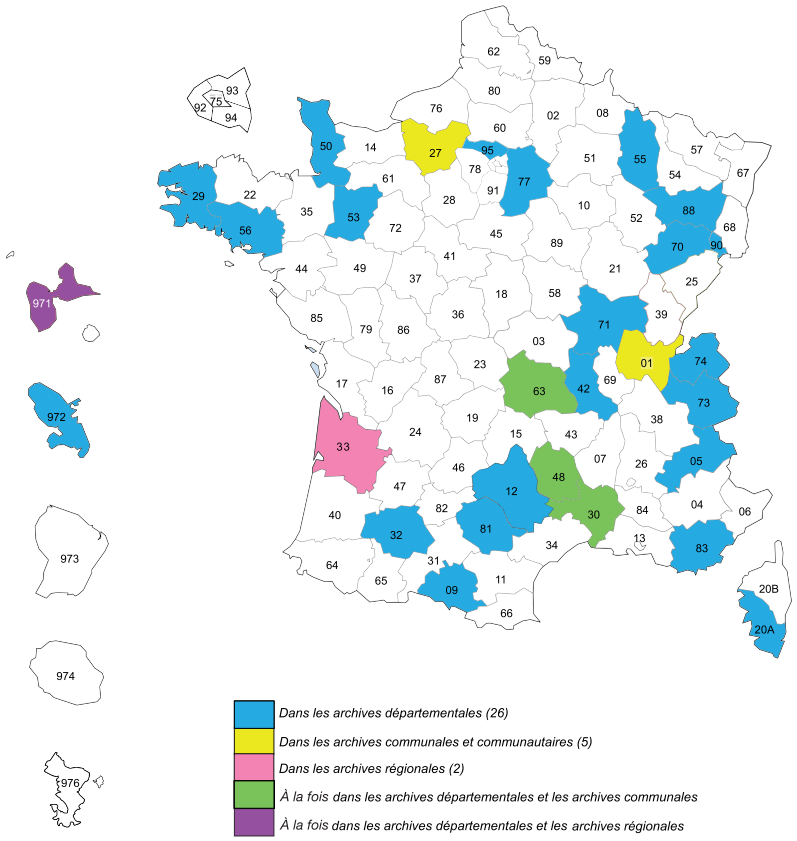
2 656 171
FranceArchives
Connexions sur le portail FranceArchives

7 975 377
FranceArchives
Pages vues sur le portail FranceArchives

Inspection des patrimoines

En 2019, les 3 inspecteurs du collège Archives ont conduit 20 missions d'inspection et 13 visites ou points thématiques (évolution des services, suivis de projets de bâtiments, point d'étape en cas de mutation ou de départ à la retraite du directeur) :

- 26 services d'archives départementales : Hautes-Alpes, Ariège, Aveyron, Corse, Finistère, Gard, Gers, Loire, Lozère, Manche, Mayenne, Meuse, Morbihan, Puy-de-Dôme, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Savoie, Haute-Savoie, Seine-et-Marne, Tarn, Var, Vosges, Territoire de Belfort, Val-d'Oise, Guadeloupe, Martinique.
- 5 services d'archives municipales et communautaires : Bourg-en-Bresse, Clermont-Ferrand, Seine-Eure Agglomération, Mende, Nîmes.
- 2 services d'archives régionales : Nouvelle-Aquitaine, Guadeloupe.
- Le service d'archives de la bibliothèque interuniversitaire (BIU) de Montpellier.



Accompagner, évaluer, collecter, bâtir, conserver, protéger

GRANDES ORIENTATIONS DE LA COLLECTE

Les acteurs de la collecte

Archives départementales

En 2019, l'accroissement des fonds publics est en légère hausse (421 ml en moyenne contre 400 ml en 2018). Cinq services ont collecté plus d'1 kilomètre linéaire d'archives (contre 6 en 2018). Fait assez rare, deux services ont connu un accroissement de leurs fonds de plus de 2 kml : les Archives de l'Hérault (dont 1,262 kml de la société publique locale d'aménagement « Territoire 34 ») et les Archives départementales du Rhône et de la métropole de Lyon (dont plus d'1 kml des services judiciaires, tous ordres et niveaux confondus).

La collecte d'archives numériques s'est par ailleurs développée : 43 services ont reçu des versements d'archives numériques, collectant en moyenne 82 Go de données (contre 41 services, pour une moyenne de 21 Go, en 2018).

Les fonds, de plus en plus souvent mixtes (numériques et papier), viennent de producteurs de plus en plus divers : on retrouve des versements des préfectures (cahiers citoyens), des dépôts d'archives communales, de services départementaux (Routes, Affaires juridiques, Finances, Protection maternelle et infantile), de services de l'État (services départementaux d'incendie et de secours, centres des impôts fonciers, direction régionale de l'INSEE, service de proximité de l'ONAC, académie), d'un établissement public de coopération culturelle (musée du Louvre-Lens), d'établissements de santé, ou encore d'organismes privés chargés de mission de service public (Fondation d'entente franco-allemande aux Archives du Bas-Rhin par exemple).

Anita Conti dans les agrès du voilier « Johanna » (1949)

La réforme de l'organisation territoriale de l'État (OTE) a conduit certains services d'archives (Aisne, Gironde…) à travailler en lien avec les services déconcentrés, en particulier les préfectures, en prévision de la mise en place des secrétariats généraux communs (SGC). L'objectif était de donner de la visibilité à la fonction archives et de faire en sorte qu'elle soit bien prise en compte au sein des nouvelles organisations mutualisées. De même, les fusions et réorganisations de services ont conduit à des versement d'archives, de la part des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) par exemple, afin de résorber certains arriérés.

Enfin, en prévision des élections municipales de mars 2020, certains services d'archives départementales ont porté leurs efforts sur les archives des communes : préparation de circulaires sur les récolements communaux, visites, inspections, régularisations de dépôts d'archives aux Archives départementales. Deux dépôts communaux sont assez exceptionnels pour être signalés. En Ille-et-Vilaine, la ville de Redon (9 000 habitants) a ainsi déposé ses archives historiques, dont une copie du cartulaire de son abbaye datant du XIIe siècle. En Gironde, les dépôts d'archives communales de Saint-Macaire et Saint-Émilion, particulièrement prestigieux, ont pu aboutir en 2019.

Archives communales

En 2019, 407 services d'archives communales ou intercommunales ont répondu à l'enquête statistique annuelle.

En moyenne, ces services ont collecté 74,5 ml d'archives publiques papier. 79 services ont collecté plus de 100 ml, et 6 d'entre eux plus de 500 ml, qui correspondent généralement à d'importants versements de dossiers des services des ressources humaines, des finances ou de l'urbanisme.

50 services ont collecté des archives numériques (de 0,004 Go à 9 838 Go pour la ville de Cannes, principalement des émissions de télévision locale) : il s'agit principalement d'enregistrements sonores et audiovisuels des conseils, de photographies ou affiches des services de la communication, de plans de services de l'urbanisme, ou encore des délibérations municipales.

Maison centrale de Saint-Maur : dossiers des détenus libérés ou décédés (1975-2008)

Archives régionales

En moyenne, les services d'archives régionales ont collecté 412 ml d'archives. Certains ont connu une année particulièrement chargée dans ce domaine, avec des accroissements supérieurs à 500 ml. Ces chiffres s'expliquent par d'importantes opérations de collecte et d'éliminations pour les conseils régionaux ayant fait l'objet d'une réorganisation interne des services ou ayant déménagé (Grand-Est, Île-de-France, Normandie, Nouvelle-Aquitaine et Occitanie).

Deux services ont collecté des archives numériques : l'Île-de-France (4 000 Go) et la Nouvelle-Aquitaine (8 Go).

Missions d'archives et services d'archives ministériels

Les missions des Archives de France, les services d'archives ministériels et l'échelon central du bureau des missions et de la coordination interministérielle aux Archives de France, soit au total 10 missions et services d'archives[1], exercent le contrôle scientifique et technique sur les archives des ministères, des grands corps de l'État et des opérateurs nationaux ou assimilés (plus de 550 opérateurs). Les missions et services d'archives ont également un rôle de conseil, de suivi et d'expertise sur l'ensemble de la chaîne archivistique ; ils veillent à l'établissement des règles de gestion, à l'élimination des archives dont la durée d'utilité administrative (DUA) est échue, au classement et au versement – en lien étroit avec les Archives nationales – des archives définitives, papier et électroniques. La priorité de leur action en 2019 a notamment porté sur l'archivage numérique : participation au programme VITAM, développement d'outils innovants (Archifiltre), co-pilotage de nouveaux dispositifs pour l'archivage intermédiaire, élaboration d'une stratégie de collecte numérique, relations étroites avec les délégués à la protection des données.

En 2019, les missions et services d'archives ont autorisé l'élimination de plus de 3,36 To (dont environ 3 To pour les grands corps et opérateurs de l'État) et plus de 50 kml d'archives :

- 3 665 ml pour les administrations centrales ;
- 48 853 ml pour les grands corps et les opérateurs de l'État.

Les versements représentent près de 2,6 kml d'archives :

- 1 492 ml pour les administrations centrales ;
- 978 ml pour les opérateurs et grands corps de l'État ;
- et environ 2,7 To, essentiellement en provenance des administrations centrales.

Enfin, à l'automne, s'est tenue la rencontre annuelle des archivistes des grands corps et des opérateurs de l'État, organisée par le bureau des missions et de la coordination interministérielle des Archives de France : près de 200 personnes ont débattu, entre autres, de la transmission et de la valorisation de la mémoire à l'ère numérique.

1. Par convention dérogatoire, les ministères économiques et financiers conservent leurs archives définitives.

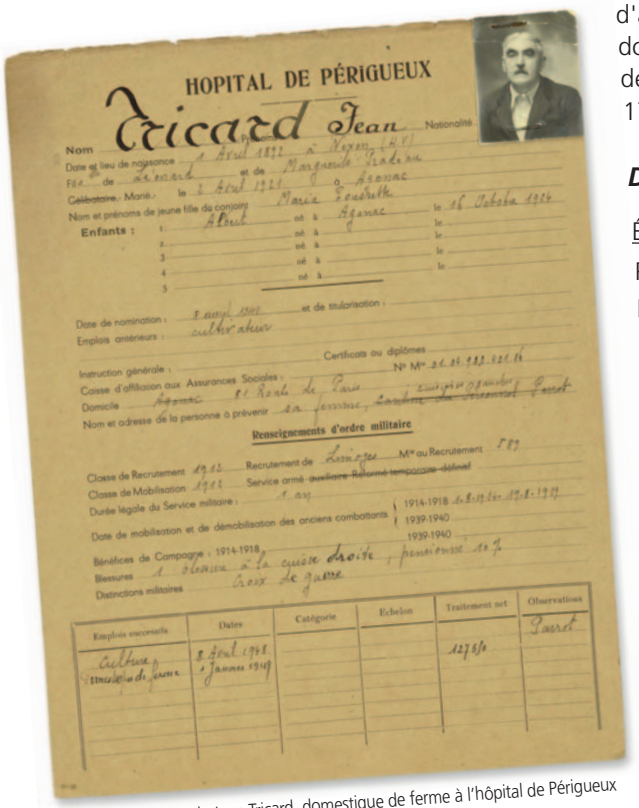
Une année de collectes remarquables

Archives publiques

Aux Archives nationales

En ce qui concerne les fonds papier, les Archives nationales ont notamment collecté 3 000 nouveaux dossiers individuels de la direction de la surveillance du territoire (DST) pour la période de la Seconde Guerre mondiale et de l'épuration, des archives présidentielles de François Mitterrand provenant de son secrétariat particulier, des secrétaires généraux de la Présidence de la République et de plusieurs conseillers, les archives de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale, dissoute en 2019, les archives de la Chambre nationale de la batellerie artisanale.

En matière d'archives numériques, on peut mentionner la photothèque de la présidence de François Hollande (450 000 photographies), les messageries électroniques de Jean-Jacques Urvoas, ministre de la Justice en 2016-2017, et de son cabinet – premières messageries entrées dans la plateforme d'archivage électronique –, ou encore le fonds d'archives du bureau du droit des personnes et de la famille contenant les dossiers de travail relatifs à la préparation de la loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe, dite loi du « mariage pour tous », adoptée le 17 mai 2013.


HOPITAL DE PÉRIGUEUX

Tricard Jean

Nom

Date et lieu de naissance 1 Avril 1892 à Nexon (H.V.)

Fils de Léonard et de Marguerite Tradeau

Célibataire, Marié, le 2 Avril 1921 à Agonac

Nom et prénoms de jeune fille du conjoint Marie Eoudrette

Enfants : 1. Aboul né à Agonac le 16 Octobre 1924

2. né à le

3. né à le

4. né à le

5. né à le

Date de nomination : 8 avril 1948 et de titularisation :

Emplois antérieurs : cultivateur

Instruction générale : Certificats ou diplômes

Caisse d'affiliation aux Assurances Sociales : N° M° 21.24.982.421.16

Domicile Agonac 81 Route de Paris

Nom et adresse de la personne à prévenir sa femme, Cantine du Sérénissime Parrot

Renseignements d'ordre militaire

Classe de Recrutement 1912 Recrutement de Limoges M° au Recrutement 589

Classe de Mobilisation 1912 Service armé ~~auxiliaire Réformé temporaire définitif~~

Durée légale du Service militaire : 1 an

Date de mobilisation et de démobilisation des anciens combattants 1914-1918 1-8-1914 - 19-8-1919 1939-1940

Bénéfices de Campagne : 1914-1918 1939-1940

Blessures 1 blessure à la cuisse droite, pensionné 10 %

Distinctions militaires Croix de guerre

Emplois successifs	Dates	Catégorie	Echelon	Traitement net	Observations
Culture	8 Avril 1948				Parrot
Domestique de ferme	1 Janvier 1949			127 650	

Dossier de carrière de Jean Tricard, domestique de ferme à l'hôpital de Périgueux

Dans les Archives départementales et communales

Établissements de santé

Plusieurs services d'archives départementales ont collecté d'importants fonds provenant d'établissements de santé.

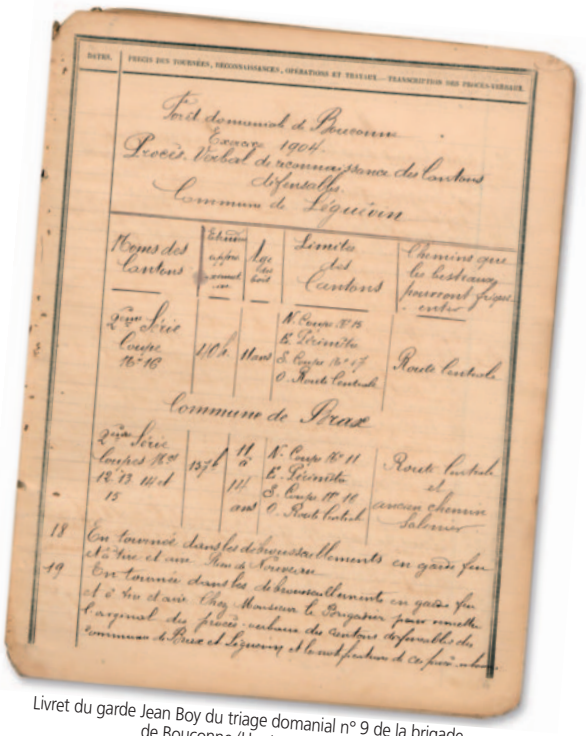
Citons par exemple :

- **Aux Archives de l'Isère,** les registres d'entrée et de suivi des malades pour la période 1816-1948 du centre hospitalier de Saint-Égrève (dépôt de mendicité puis hôpital psychiatrique) ;
- **Aux Archives de la Dordogne,** les fichiers, dossiers médicaux de patients et dossiers de personnel de l'établissement public départemental de Clairvivre (1933-1980) ainsi qu'un échantillon de dossiers de carrière de l'hôpital de Périgueux (personnes nées avant 1927), mettant particulièrement en valeur la diversité des métiers exercés au moment de la construction de l'hôpital Dujarric de La Rivière en 1953.

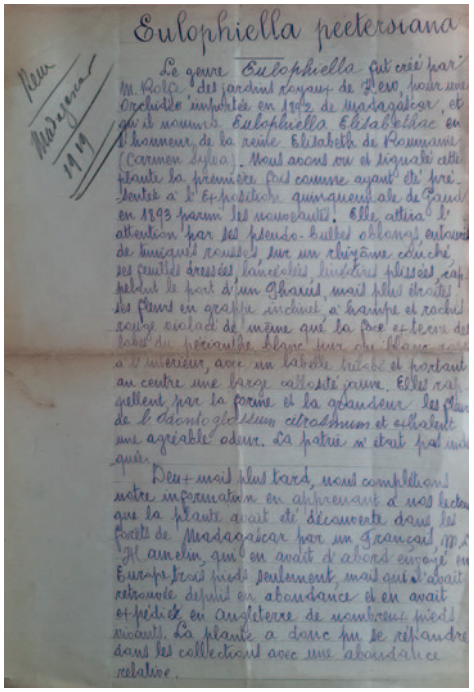
Environnement et forêt

Des opérations de collecte ont par ailleurs été menées dans le domaine de l'environnement et de la forêt :

- **Aux Archives de l'Isère,** un versement de la direction départementale des territoires relatif à la surveillance des cours d'eau et à l'aménagement des plaines alluviales (1840 -1990), mais aussi de la maison forestière du Trièves (1835-1975) ;
- **Aux Archives de la Haute-Garonne,** une vaste opération auprès des services de l'Office national des forêts (dans le cadre d'un programme de classement des archives des Eaux et Forêts) ;
- **Aux Archives du Doubs,** la collecte des dossiers de suivi des barrages du département (xxe siècle) auprès de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) ;
- **Aux Archives de Lyon,** l'entrée des archives du jardin botanique de Lyon pour la période 1842-2000 versées par la direction municipale des espaces verts ;
- **Aux Archives de la Seine-Maritime,** la collecte, auprès de la préfecture, des documents liés à la surveillance des réacteurs nucléaires de Penly.



Livret du garde Jean Boy du triage domanial n° 9 de la brigade de Bouconne (Haute-Garonne)



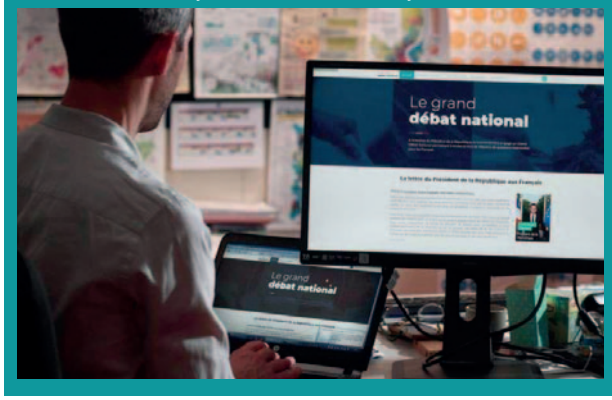
Jardin botanique de Lyon : notice sur l'*Eulophiella Peetersiana*

La collecte des archives du Grand Débat national

L'ensemble du réseau des archives s'est mobilisé dans la foulée du Grand Débat national décidé par le Président de la République.

Compte tenu de la diversité des modalités de contribution proposées (courriers, courriels, cahiers citoyens, réunions locales, plateforme en ligne…), l'archivage papier et numérique s'est effectué aussi bien au niveau local (collecte des cahiers citoyens par les Archives départementales) qu'au niveau central (collecte par la mission des Archives de France auprès des services du Premier ministre et les Archives nationales).

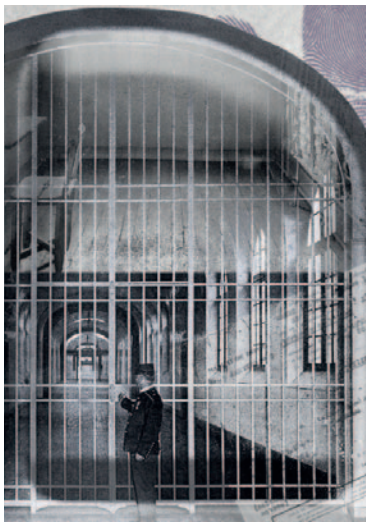
Cette opération, qui se poursuit en 2020, a aussi été marquée par l'importance des enjeux d'accès et de diffusion. À partir de cet instantané de la société française, il revient maintenant aux historiens d'analyser les attentes des citoyens vis-à-vis des élus, de l'économie, de la fiscalité, de l'écologie, ou encore des services publics… Cette collecte exceptionnelle symbolise parfaitement le rôle des services publics d'archives comme gardiens de la mémoire collective de la Nation.



Établissements pénitentiaires

Des actions de collecte en direction des établissements pénitentiaires peuvent également être mentionnées :

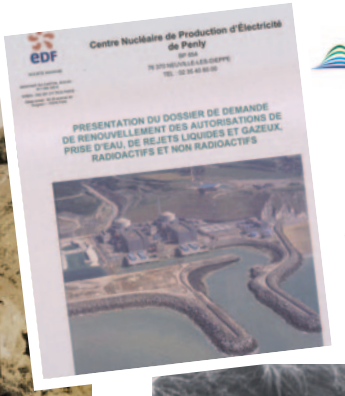
- **Aux Archives du Val-de-Marne,** les archives de la maison d'arrêt de Fresnes ;
- **Aux Archives de l'Indre,** celles de la maison centrale de Saint-Maur, qui a procédé à une importante opération de traitement de son arriéré et a versé l'intégralité des dossiers des détenus libérés ou décédés depuis plus de 10 ans.



Porte de la prison de Fresnes

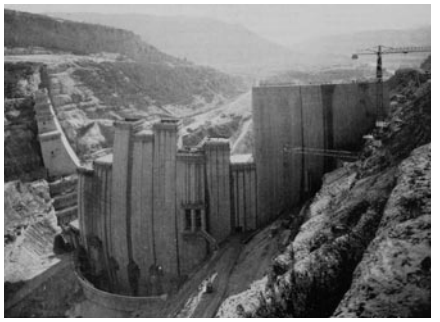
Risques naturels

- **Les Archives de la Savoie** se signalent par la collecte des archives de restauration des terrains de montagne, dans le cadre du programme européen transfrontalier Alcotra (France-Italie) dédié aux risques naturels, avec la prise en charge de 475 plans et de tirages photographiques anciens, assortie de la numérisation des photographies modernes.



Centrale nucléaire de Penly : synthèse du dossier de demande de renouvellement des autorisations de prises d'eau, de rejets liquides et gazeux, radioactifs et non radioactifs

Démolition de la chartreuse de Vaucluse lors de la construction du barrage de Vouglans (1966)



État de la construction du barrage de Vouglans (1967)

Le Morel, traversée du torrent (1895)

Archives privées

En 2019, le soutien à la politique d'enrichissement des collections s'est maintenue, avec 8 acquisitions pour les Archives nationales (110 000 €), et 27 acquisitions pour 18 services territoriaux (15 Archives départementales et 3 Archives communales), allant de 1 100 € à 37 000 €, et une subvention moyenne de 9 000 €.

Parmi les achats les plus remarquables :

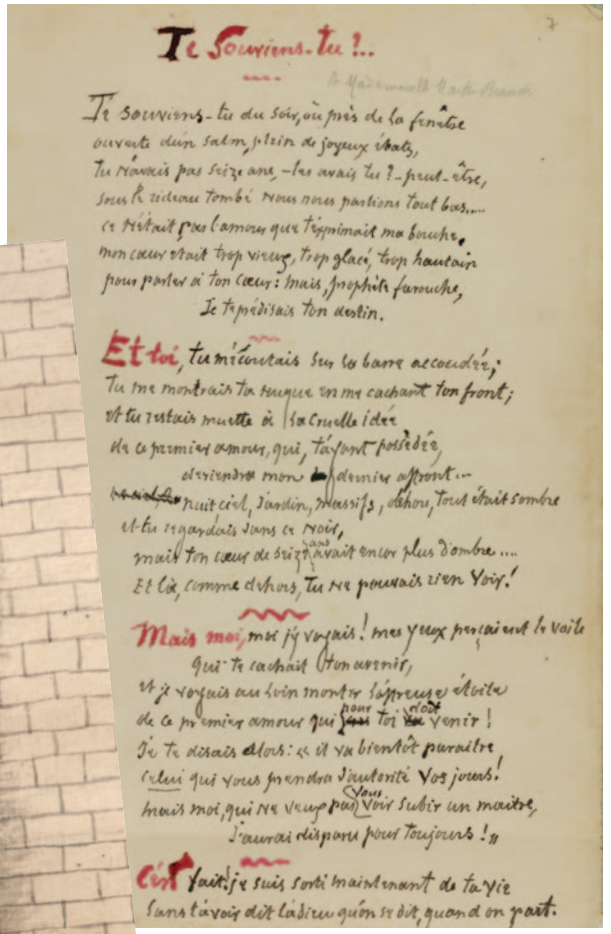
■ **Le fonds du marquis de Forbin-Janson (Archives des Bouches-du-Rhône) :** ce corpus inédit de 7 ml et de plusieurs milliers de pièces contient les papiers et la correspondance du cardinal de Janson, aumônier de France sous Louis XIV, mais aussi ceux de Jacques de Forbin-Janson, archevêque d'Arles. Le plus ancien document date de 1453.

■ **Les papiers de Jules Barbey d'Aurevilly (Archives de la Manche) :** dernier ensemble provenant de l'héritage du grand écrivain du Cotentin, via sa secrétaire et légataire universelle Louise Read, incluant 272 pièces autographes, il s'ajoute à la riche collection de manuscrits de Barbey d'Aurevilly ainsi qu'au fonds du musée éponyme déjà déposé aux Archives de la Manche.

■ **La maquette du château de Castelnau à Plou [vers 1766-1768] (Archives du Cher) :** cette maquette exceptionnelle du XVIIIe siècle documente l'histoire de la seigneurie de Castelnau, liée à l'histoire de plusieurs familles illustres du Berry, déjà nourrie par le chartrier de Castelnau et les archives de la famille Soubiran.

■ **Les archives de René Huyghe [1906-1997] (Archives nationales) :** grâce au Fonds du patrimoine a été acquis ce fonds inédit reflétant parfaitement l'activité publique et privée de René Huygue, conservateur au Louvre avant et pendant la Seconde Guerre mondiale et personnalité influente du monde des arts. .

■ **Les archives de Françoise Dolto (Archives nationales) :** les 20 ml qui composent ce fonds éclairent la pratique clinique de Françoise Dolto et sa pensée théorique.


Te Souviens-tu ?..

Te souviens-tu du soir, où près de la fenêtre
ouverte d'un salon, plein de joyeux ébats,
tu n'avais pas seize ans, — les avais tu ? — peut-être,
sous le rideau tombé nous nous parlions tout bas....
ce n'était pas l'amour que t'exprimait ma bouche,
mon cœur était trop vieux, trop glacé, trop hautain
pour parler à ton cœur : mais, prophète farouche,
Je te prédisais ton destin.

Et toi, tu m'écoutais sur la barre accoudée ;
tu me montrais ta nuque en me cachant ton front ;
et tu restais muette à la cruelle idée
de ce premier amour, qui, t'ayant possédée,
deviendra mon dernier affront...
nuit ciel, jardin, massifs, dehors, tout était sombre
et tu regardais dans ce noir,
mais ton cœur de seize ans avait encor plus d'ombre....
Et là, comme dehors, tu ne pouvais rien voir !

Mais moi, moi j'y voyais ! mes yeux perçaient le voile
qui te cachait ton avenir,
et je voyais au loin monter l'épreuve étoile
de ce premier amour qui pour toi doit venir !
Je te disais alors : « il va bientôt paraître
celui qui vous prendra l'autorité vos jours !
mais moi, qui ne veux pas vous voir subir un maître,
j'aurai disparu pour toujours ! »

C'est fait ! je suis sorti maintenant de ta vie
sans t'avoir dit l'adieu qu'on se dit, quand on part.

Version autographe du poème *Te souviens-tu ?* de Jules Barbey d'Aurevilly (1887)

Plan du château de Castelnau à Plou (détail)

ASSURER L'ARCHIVAGE PÉRENNE DES DONNÉES NUMÉRIQUES

En 2019, pour la première fois, on dispose d'une volumétrie totale des fonds numériques conservés par les services publics d'archives, soit 115 To de données, dont 65,44 To pour les Archives nationales (ce qui représente 56 % de l'ensemble des archives nativement numériques conservées dans le réseau public des archives en France), près de 20 To dans les Archives départementales, près de 30 To dans les Archives municipales et 2 To dans les Archives régionales.

À eux seuls, ces chiffres témoignent des progrès accomplis durant ces dernières années en matière de collecte d'archives numériques, du fait, d'une part, de la place singulière occupée par les Archives nationales dans ce domaine, et, d'autre part, de l'effet levier que représentent les dispositifs de soutien financier en faveur des territoires (AD-ESSOR et aujourd'hui ANET).

Pour autant, ces chiffres restent encore très faibles, rapportés à la collecte des archives papier. Il s'agit désormais de passer à l'échelle de l'archivage numérique, l'une des priorités du nouveau Cadre stratégique commun de modernisation des archives.

Le programme **VITAM**, porté par les trois ministères de la Culture, des Armées et des Affaires étrangères, s'est achevé en 2019. Il a permis le développement d'un logiciel libre dont la dernière version sortira en 2020, et son intégration dans les nouvelles plates-formes d'archivage numériques des Archives nationales et de la direction des Archives du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Son intégration est en cours au ministère des Armées. Le programme a également accompagné la mise en place de nombreux partenaires tant privés que publics pour la diffusion du logiciel. Sa maintenance et son évolution sont désormais portées par le ministère de la Culture, avec toujours une participation interministérielle et l'enjeu fort que représente la constitution d'un « club utilisateurs », du fait, notamment, de l'entrée de plusieurs collectivités territoriales (Gironde, Hérault, Vaucluse).

Le passage à l'échelle nécessite de faciliter les versements d'archives définitives à partir de plates-formes d'archivage intermédiaire. C'est l'objectif du nouveau dispositif, en cours de lancement, « VITAM accessible en service » (VAS), qui vise au développement dans un cadre interministériel d'une offre de service pour l'archivage intermédiaire portée par la direction du numérique de l'État et pilotée notamment par le ministère de la Transition écologique.

Le passage à l'échelle passe également par le développement d'outils ergonomiques et souples pour la préparation de vracs numériques : après l'outil Octave, mis en production en 2019, c'est au tour d'Archifiltre, nouveau service numérique libre et multilingue développé par les ministères sociaux. Il vise autant à offrir un outil simple d'utilisation pour accompagner la préparation des versements bureautiques qu'à aider les archivistes qui interviennent auprès des services en conseil sur la gestion de leurs données bureautiques. Les retours des utilisateurs permettent de l'enrichir régulièrement. Pour en savoir plus, suivez le compte Twitter @ArchiFiltre, et consultez le site internet du projet : https://archifiltre.fabrique.social.gouv.fr.

Enfin le passage à l'échelle est facilité par des dispositifs financiers soutenant les projets d'archivage numérique.

Ainsi, l'appel à projets **DIAMAN** 2018-2019 a permis de sélectionner trois demandes de prestations :

- Le Conseil d'État a bénéficié d'une assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'étude des modalités d'archivage de son application de gestion et de suivi des contentieux, « Télérecours ».
- L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) a défini les profils d'archivage et la conception de modules visant à archiver deux applications métier dans le système d'archivage électronique de l'Agence fondé sur VITAM.
- Les services du Premier ministre et le ministère de la Culture ont été accompagnés dans la mise en place d'une solution visant à archiver les courriers institutionnels.

Par ailleurs, l'appel à projets **AD-ESSOR** (2014-2019), intégré au programme VITAM, avait pour but d'encourager le développement de l'archivage numérique sur le territoire. Il a pris fin en 2019. Ces 6 éditions ont permis de soutenir 141 dossiers, pour un montant total de 3 259 876 €. Cet accompagnement de l'État à destination des collectivités territoriales ayant permis une nette progression de l'archivage numérique, les Archives de France ont décidé de le reconduire pour l'année 2020.

Le nouvel appel à projets s'intitule « Archivage numérique en territoires » (ANET). Quelques modifications y ont été apportées par rapport à AD-ESSOR, comme les bonus accordés aux projets de mutualisation et aux projets favorables à la réutilisation de leurs livrables. À noter que dans le cadre de l'appel à projets 2019-2020, un jury a été constitué pour sélectionner les candidatures reçues. Au terme de ce processus d'analyse, 439 641,76 € de subventions ont été attribués et partagés entre 26 projets (11 portés par des Archives départementales, 11 par des villes ou agglomérations, 2 par des EPCI et 2 par des groupements hospitaliers). La plupart des dossiers retenus ont pour objet une étude (cadrage, faisabilité, étude préalable à la mutualisation…) ou le déploiement du système d'archivage électronique. Ils feront l'objet d'un suivi et d'un accompagnement sur l'année 2020 et d'un partage d'expérience au sein du réseau des Archives de France.

Ces différents leviers ont permis le développement de l'archivage numérique aux Archives nationales, avec la plate-forme **ADAMANT**, mise en production fin 2018. De nouvelles fonctionnalités ont été mises en œuvre en 2019, permettant désormais de prendre en charge les messageries, les bases de données et des versements de plus de 10 Go. Deux modules ont également été développés et seront mis en service en 2020 : le prototype de diffusion des archives nativement numériques librement communicables et diffusables, et un outil destiné à gérer l'arrivée d'ensembles massifs d'archives selon un modèle standardisé, pour des opérations récurrentes. La première application qui en bénéficiera sera Solon, l'application des services du Premier ministre dédiée à la production des textes législatifs et réglementaires.

Ces leviers ont également permis le développement de l'archivage numérique dans les territoires. En 2019, 43 départements déclarent ainsi disposer d'un système d'archivage numérique en production (contre 38 en 2018), conservant en moyenne 308 Go. Par ailleurs, environ 15 % des services d'archives communales et intercommunales collectent et conservent des archives électroniques.

De plus en plus de services optent pour un système d'archivage électronique (SAE) mutualisé : 38 % des services d'archives départementales indiquent ainsi participer à un projet mutualisé d'archivage électronique, que le SAE soit à l'état de projet ou déjà en production. Ces mutualisations rassemblent souvent des départements, voire des régions, mais s'ouvrent également de plus en plus aux communes et intercommunalités. Plusieurs départements ont ainsi étudié en 2019 les possibilités de proposer une offre de service d'archivage numérique aux collectivités de leur ressort.

Ces SAE contiennent pour la plupart essentiellement des flux d'archives intermédiaires liées à des obligations règlementaires de dématérialisation des processus (contrôle de légalité, marchés publics, pièces comptables). Toutefois, de plus en plus de collectivités collectent également des archives électroniques définitives (délibérations et enregistrements des assemblées, matrice cadastrale, archives orales, etc.) et travaillent à la préparation de versements d'archives patrimoniales, comme les dossiers d'étrangers ou encore les dossiers d'aide sociale à l'enfance, etc.).

L'externalisation

Au 31 décembre 2019, 43 personnes morales bénéficiaient d'un agrément pour la conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires :
- 27 pour l'archivage papier ;
- 13 pour l'archivage numérique ;
- 3 pour un archivage mixte.

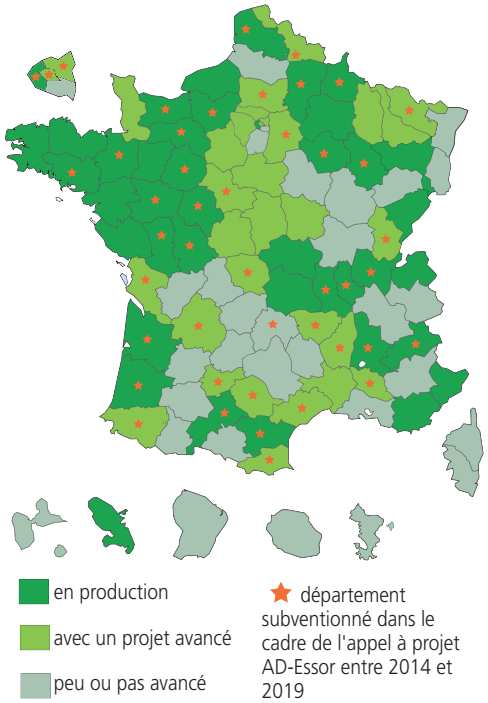
Au total, 84 sites sont agréés pour le papier, et 35 pour le support numérique.

9 nouveaux sites ont été agréés pour la première fois en 2019 :
- 5 pour le numérique ;
- 4 pour le papier.

11 sites ont vu leur précédent agrément renouvelé :
- 2 pour le numérique ;
- 9 pour le papier.

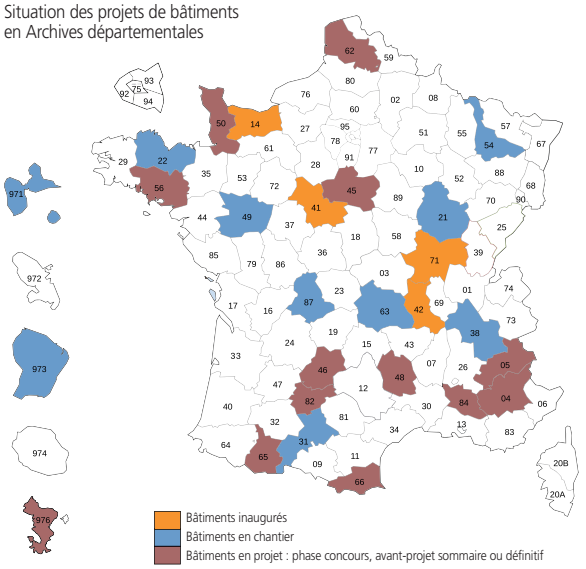
Le volume recensé des archives publiques externalisées par les départements avoisine les 687,5 kml.

L'archivage électronique des départements en 2019 (informations extraites du rapport annuel et données AD-ESSOR)



BÂTIR, CONSERVER, PROTÉGER

Situation des projets de bâtiments en Archives départementales



Bâtiments d'archives

Services d'archives départementales

En 2019, 13 projets sont en phase de **conception avancée** : concours, avant-projets sommaires ou définitifs. Ils se partagent entre 7 nouveaux bâtiments, dont 2 annexes et 6 extensions du site principal.

Dix bâtiments sont **en chantier**, soit quatre nouveaux sites (Guyane, Haute-Garonne [annexe], Isère et Meurthe-et-Moselle) et six extensions (Côte-d'Or [annexe], Côte-d'Armor, Maine-et-Loire, Puy-de-Dôme, Haute-Vienne et Guadeloupe). Pour les nouveaux lieux d'archives, on compte trois bâtiments neufs et la réhabilitation totale d'une ancienne école normale à Nancy.

4 bâtiments ont été **inaugurés** : 2 extensions, 1 bâtiment annexe et 1 réhabilitation partielle des lieux d'accueil du public.

Bâtiment des Archives de Loir-et-Cher

Services d'archives communales

Conservées le plus souvent dans des bâtiments réhabilités, la surface moyenne du service est de 600 m², dont 380 m² de magasins (environ 63 %). Avec, en moyenne, une capacité de 2 340 ml pour un remplissage de 1 820 ml, le taux d'occupation moyen de 77 % est légèrement inférieur à celui des Archives départementales.

Sur 12 projets, réalisés ou à un stade très avancé de leur conception, on compte seulement 3 bâtiments neufs : 2 à venir – l'un pour la métropole européenne de Lille et l'autre pour La Rochelle – et 1 achevé à Saint-Cyr-sur-Loire.

Bâtiment des Archives de Meurthe-et-Moselle

Bâtiment des Archives de Ploemeur

Les autres projets sont des réhabilitations. Celle d'une ancienne usine de chéquiers à Ploemeur est un bel exemple de reconversion d'un bâtiment relativement récent. Un ancien bâtiment tertiaire à Compiègne et une ancienne caserne à Valence peuvent par ailleurs être cités comme exemples de services mutualisés – soit avec une communauté d'agglomération, soit avec une médiathèque.

Magasins des Archives de Compiègne et de la communauté d'agglomération

Conservation préventive

Focus sur la restauration dans les services d'archives départementales

La moitié environ des services d'archives départementales restaurent moins de 500 documents par an ; dans ce cas, les travaux réalisés concernent, à part égale, des ouvrages (reliures et corps d'ouvrage) et des feuillets (incluant des plans ou des documents figurés). Pour les travaux engageant plus de 5 000 unités, ce sont presque toujours des feuillets qui sont donnés à restaurer.

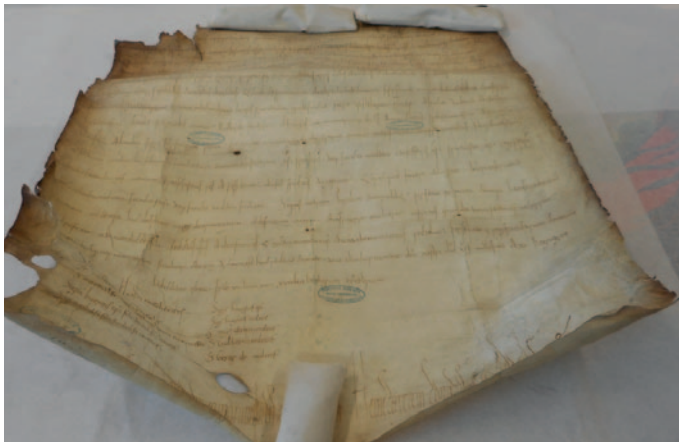
Plus de 80 % des restaurations sont confiées à des prestataires extérieurs, qu'il s'agisse de restaurations d'ouvrages (93 %) ou de restaurations de feuillets (81 %), confirmant la tendance observée depuis 2016.

Il ressort de façon nette que les services d'archives départementales font toujours appel aux mêmes grandes entreprises : trois prestataires se partagent environ 80 % des commandes. Les 24 autres sont de très petites entreprises, souvent plus spécialisées et plus pointues dans leur domaine, qui interviennent généralement auprès d'un seul service.

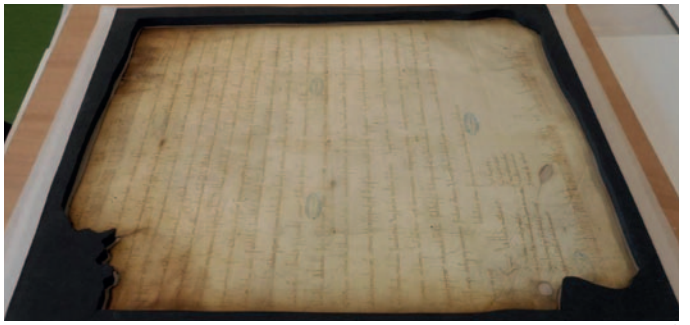
Herbier du fonds Justin Castanier avant traitement (Archives des Pyrénées-Orientales)

Herbier du fonds Justin Castanier en cours de traitement (Archives des Pyrénées-Orientales)

Herbier du fonds Justin Castanier après traitement (Archives des Pyrénées-Orientales)



Charte de l'an 1000 de Dudon de Saint-Quentin avant restauration (Archives de la Seine-Maritime)



Charte de l'an 1000 de Dudon de Saint-Quentin après restauration (Archives de la Seine-Maritime)

Sur 84 services d'archives départementales ayant fait restaurer des documents, 46 les ont entièrement confiés à des prestataires extérieurs, y compris s'ils sont dotés d'un atelier de restauration équipé et de personnel compétent.

Il semble qu'on assiste à un phénomène assez massif de réorientation des compétences des agents couramment chargés des travaux de restauration et de petite réparation vers la conservation préventive. Une montée en qualification dans ce domaine spécialisé et très technique est en cours, associée à des besoins en formation et en outils pédagogiques. Les chiffres sont à ce titre assez éloquents, puisqu'en 2019 seuls 6 services d'archives départementales n'étaient pas encore dotés d'un plan de conservation préventive (sur 93 répondants). 79 services d'archives départementales (sur 87 répondants) ont d'ailleurs fait bénéficier tout ou partie de leur équipe d'une formation en conservation préventive en 2019.

Quelques restaurations remarquables

- **Archives de l'Hérault :** restauration d'un plan de la route impériale n° 8 de Lyon à Béziers, partie de la route de Bouzigues à Lunel, remarquable par la qualité des couleurs à l'aquarelle et par ses dimensions (6,30 ml de long sur 0,70 m de large) ;
- **Archives de la Moselle :** restauration des documents scellés (sceaux plaqués de l'époque moderne) des cotes B 10720-11142 appartenant aux archives de la Chambre impériale de Wetzlar et transférées aux Archives de la Lorraine [Moselle] du temps de l'Empire allemand ;
- **Archives des Pyrénées-Orientales :** restauration de 6 cahiers du XVe siècle en parchemin provenant de l'hospice d'Ille-sur-Têt, et de l'herbier du fonds Justin Castanier.
- **Archives de la Seine-Maritime :** restauration de la charte de l'an 1000 de Dudon de Saint-Quentin.

Protection du patrimoine en matière d'archives : un enjeu collectif

Contrôle des exportations

La dispersion de la collection Aristophil entraîne depuis 2018 une augmentation considérable des demandes de certificats d'exportation au sein de l'Union européenne : cette hausse de plus de 50 % porte à 455 le nombre de dossiers instruits par les Archives de France.

Ce contrôle *a priori* a en outre permis la revendication de documents par le ministère des Armées et des achats par les Archives départementales : ainsi, une charte de fondation de messe par Isabeau de Bavière (1417) a été acquise par les Archives d'Indre-et-Loire avec le soutien exceptionnel de la Société des Amis des Archives de France.

En ce qui concerne les exportations extra-européennes, on constate aussi une augmentation notable (par 2) des demandes de sorties définitives.

Dans le cadre des autorisations de sorties temporaires (19), citons la participation des Archives diplomatiques et du Sénat à une exposition organisée par la fondation Martin-Bodmer à Cologny (Suisse) sur le thème « Guerre et paix », avec le prêt, entre autres, de l'acte final des accords d'Évian (1962) et du discours prononcé par Victor Hugo à l'Assemblée nationale lors de la discussion de la loi d'amnistie des communards (1876).

Revendication des archives publiques en main privée

La collaboration au sein du réseau Culture comme à l'interministériel pour faire valoir la légitime protection du patrimoine public a été le moteur de 64 actions en revendication d'archives publiques, dont 61 % portées par les archives territoriales, avec la volonté affichée de ne revendiquer que des documents essentiels sur le plan historique et provenant indubitablement des collections publiques.

LANGOGNE
XIV ANIVERSARIO
REPUBLICA ESPAÑA

Communiquer, diffuser, valoriser, accueillir, donner à voir et à comprendre

LES ARCHIVES AUX CARREFOURS DE LA MÉMOIRE

L'année 2019 a confirmé, s'il le fallait, la place centrale occupée par les archives dans les enjeux mémoriels tant nationaux qu'internationaux.

Faisant suite à la déclaration du 13 septembre 2018 par laquelle le Président de la République a appelé de ses vœux une ouverture des archives relatives aux disparus de la **guerre d'Algérie,** français et algériens, civils et militaires, et souhaité encourager le travail historique sur ce sujet, un premier arrêté de dérogation générale est paru le 9 septembre 2019 permettant la libre communication des archives relatives à la disparition de Maurice Audin. Mais, parce que la réponse au souhait d'approfondir ce « travail de vérité » ne peut pas être que juridique, les Archives de France se sont parallèlement engagées dans un chantier interministériel de guide numérique sur les disparus de la guerre d'Algérie, destiné à orienter tous les publics vers les fonds relatifs à cette thématique.

Dans le même temps était installée, par le Président de la République, une Commission de recherche sur les archives françaises relatives au **Rwanda** et au génocide des Tutsi, chargée de rédiger un rapport permettant d'offrir un regard critique d'historien sur le rôle et l'engagement de la France dans ce pays entre 1990 et 1994, et de contribuer ainsi au renouvellement de nos connaissances des causes de ce génocide. Comme l'a reconnu le rapport intermédiaire rendu en avril 2020, le travail de ses membres a été grandement facilité par l'efficacité des services d'archives, en particulier des Archives nationales, et par la connaissance des fonds procurée par leurs équipes. La remise de son rapport au Président de la République est prévue dans les premiers jours du mois d'avril 2021.

À la fin de l'année, ce sont les 80 ans de la « **Retirada** » qui ont également mobilisé les services d'archives, en particulier ceux de Digne-les-Bains, de l'Hérault, de la Lozère, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales, ces deux derniers ayant par ailleurs sollicité auprès de la CNIL une autorisation anticipée de mise en ligne des archives des camps d'internement établis sur leur territoire, dont l'examen est prévu au cours de l'année 2020.

Le réseau des services à compétence nationale des Archives nationales

L'actuel et deuxième projet scientifique, culturel et éducatif (PSCE) des Archives nationales s'achève fin 2020. L'élaboration d'une « Stratégie culturelle et scientifique 2021-2024 » a donc été lancée fin 2019. Si elle ne doit aboutir que fin 2020, trois axes majeurs se dégagent dès à présent : constituer et garantir une mémoire collective aux générations futures ; favoriser, par l'innovation, l'accès de tous aux archives ; conforter le rôle des Archives comme lieu emblématique de la Nation ouvert sur la cité. Sur le premier axe, la Stratégie devra répondre tant en matière de sélection et de priorisation de la collecte que de pérennisation des informations et des supports. Le second axe interrogera les modalités de la description archivistique dans un contexte où la visibilité des instruments de recherche sur Internet devient l'enjeu majeur, imaginera les services numériques à développer, et en particulier des outils d'accès à distance, et proposera un nouveau plan de numérisation. Le troisième axe vise à faire venir davantage de publics sur les deux sites de Paris et de Pierrefitte, en développant une offre et des conditions d'accès pour tous publics, de tous âges et de toutes origines et classes sociales, à associer davantage les usagers dans les démarches participatives et, comme garant scientifique et détenteur des sources, à être un point d'équilibre en matière d'histoire et de mémoire.

Le nouveau PSCE 2020-2024 des Archives nationales d'outre-mer, validé en 2019, va lui permettre d'ouvrir de vastes chantiers comme celui de la conservation préventive (4 kml de fonds à reconditionner), de la rétro-conversion des instruments de recherche (plus de 800 instruments de recherche), mais aussi celui de l'action culturelle et éducative ainsi que l'élargissement des partenariats culturels et scientifiques. Un des axes importants du PSCE concerne les enjeux de mémoires partagées, notamment pour l'Algérie avec ses 10 kml d'archives rapatriées en 1961-1962, dont 75 % sont d'ores et déjà classées. Une programmation sur quatre ans a été établie, qui concerne le classement des fonds, la numérisation et la mise en ligne de fonds numérisés.

Le PSCE des Archives nationales du monde du travail définit des axes stratégiques forts. Il fixe une nouvelle politique de collecte et de traitement en clarifiant le concept d'archives du monde du travail et en assumant pleinement la dimension nationale de l'institution. Il réaffirme en outre sa spécialisation autour des archives privées et met en avant le travail en réseau. Il affiche enfin comme priorité une ouverture vers de nouveaux publics : partenariats et collaborations ancreront les archives dans leur territoire régional, tandis qu'un nouveau site internet permettra dès la fin de l'année 2020 à chacun d'accéder plus facilement à la richesse et à la diversité des fonds.

OBSERVATOIRE DES DÉROGATIONS

La consultation par dérogation, prévue par le code du patrimoine, permet à toute personne qui en fait la demande de consulter des documents d'archives protégés par des secrets avant l'expiration des délais fixés par la loi, et ce, après autorisation de l'administration des archives. Cette autorisation ne peut intervenir qu'après accord du service dont émanent les documents.

Nombre de demandes (hors secret statistique) : 2 184

Si l'on exclut les dérogations au titre du secret statistique, le nombre de demandes traitées durant l'année 2019 augmente de 9,1 %, confirmant le mouvement de légère progression perceptible depuis 2017.

La stabilité de la répartition entre réponses favorables (88,1 %), réponses partiellement favorables (6,2 %) et refus (5,7 %) est en revanche à signaler.

Les demandes en provenance des services départementaux d'archives et celles transmises par les Archives nationales conservent un niveau comparable (respectivement 859 et 826 demandes).

	Nombre de demandes	évolution par rapport à l'année N-1
2008	2 407	- 16 %
2009	1 537	- 36 %
2010	1 297	- 15,6 %
2011	1 838	+ 41,7 %
2012	1 905	+ 3,6 %
2013	2 716	+ 42,6 %
2014	2 401	- 11,6 %
2015	2 122	- 11,6 %
2016	1 826	- 13,9 %
2017	1 934	+ 5,9 %
2018	2 001	+ 3,5 %
2019	2 184	+ 9,1 %

Nombre de demandes examinées par le Comité du secret statistique : 394 en 2017 ; 613 en 2018 ; 938 en 2019

Nombres d'articles demandés : 175 789

Le nombre d'articles demandés, qui avait connu un léger recul en 2018, a plus que doublé en 2019, renouant avec le phénomène des demandes très volumineuses apparu en 2016 : 30 demandes dépassent la barre des 1 000 articles, parmi lesquelles 15 demandes comptabilisant plus de 5 000 articles chacune.

	Nombre d'articles	évolution par rapport à l'année N-1
2010	29 353	—
2011	25 674	- 12,5 %
2012	25 673	=
2013	47 028	+ 83,2 %
2014	24 892	- 47,1 %
2015	30 196	+ 21,3 %
2016	63 623	+ 110,7 %
2017	106 140	+ 66,8 %
2018	82 100	- 22,6 %
2019	175 789	+ 114,1 %

Généalogistes professionnels : 178 autorisations

L'autorisation de consulter l'état civil de moins de 75 ans a été délivrée à 178 généalogistes professionnels en 2019, contre 368 en 2018 et 178 en 2017. Cette cadence s'explique par des demandes de renouvellement plus nombreuses les années paires, le dispositif actuel ayant été mis en place en 2010 et les autorisations valant pour deux ans.

Recours auprès de la CADA : 34

17 avis favorables au demandeur
4 avis partiellement favorables
10 avis défavorables
3 avis sans objet

...

Carte de Mézières et de Charleville et de leurs environs (1759)

DIFFUSION DES DONNÉES

Le portail FranceArchives

FranceArchives donne accès aux inventaires des services d'archives français ainsi qu'à des contenus éditoriaux destinés au grand public et aux professionnels des archives. Fin 2019, il fédère près de 9 millions de pages, dont 8 891 555 unités de description issues de 47 150 instruments de recherche, provenant de 84 partenaires, dont 2 établissements privés. Le portail a attiré de plus en plus de visiteurs, intéressés autant par les instruments de recherche que par les ressources éditoriales du site.

En 2019, le socle de base du portail a été achevé : import et affichage des notices de producteurs au format EAC-CPF, renforcement du moissonneur, mise à niveau des composants techniques et, surtout, développement d'outils de traitement et d'enrichissement des autorités « lieux », « agents » et « sujets », de manière automatique ou manuelle. En effet, lors de l'import des données sur le portail, des autorités sont extraites de l'indexation des inventaires ; ces entités sont ensuite alignées vers des référentiels externes pour les « désambiguïser » et les enrichir d'informations supplémentaires : GeoNames et BAN pour les lieux, Wikidata et data.bnf pour les agents, le thesaurus pour l'indexation des archives locales sur data.culture.fr pour les sujets. Elles sont également groupées, et leur libellé harmonisé. S'appuyant sur les formes normalisées des entrées d'index, ce processus de traitement a pu être automatisé pour les lieux. Environ 60 % des autorités « lieux » a ainsi été traité et est valorisé par une carte offrant un moyen d'accès différent aux descriptions archivistiques. Toutes les autorités « lieux » nettoyées et enrichies sont mises à disposition en *open data* et peuvent être réutilisées librement par les services fournisseurs de données de FranceArchives pour enrichir leurs propres instruments de recherche. L'efficacité et la réussite des scripts d'alignement reposent sur la qualité des index en entrée.

2019 a été également l'année de la montée en puissance du protocole OAI-PMH sur le portail, facilitant ainsi les mises à jour et améliorant les renvois vers les sites sources. 9 nouveaux entrepôts ont été moissonnés, et 7 autres testés, l'équipe du portail ayant été en contact avec presque tous les fournisseurs de logiciels d'archives.

Flèche de Notre-Dame de Paris, par Charles Marville (vers 1860)

Espeyran

Le Centre national du microfilm et de la numérisation (CNMN) conserve les collections de microfilms des Archives nationales, des Archives nationales d'outre-mer et des Archives nationales du monde du travail ainsi que de 137 services d'archives.

En 2019, les 11 624 m de microfilms déposés ont été conditionnés sur galettes de 150 m, et les 146 To de données déposés sur disques durs ont été migrés sur bandes magnétiques LTO7. Le CNMN conserve à ce jour 14 116 876 m de microfilms, 451 To de données numériques de première collection et autant de données numériques de deuxième collection.

Les ateliers photographiques ont traité 9 849 m de microfilms, qui ont fait l'objet de demande de reproduction de la part des services d'archives ou de particuliers : 28,5 % ont été dupliqués, et 71,5 % numérisés.

68 conventions de dépôt ont été signées à ce jour entre les services d'archives et les Archives de France.

Pour accroître la capacité de conservation des images numériques, un important réaménagement du dépôt est en cours (études en 2019-2020, travaux en 2020-2021).

...

Informatisation des services d'archives

L'élan de changement de système d'information archivistique s'accentue dans les services d'archives communales : ainsi, la solution Ligeo d'Empreinte digitale a continué son parcours en 2019 à Parthenay, Chambéry et Grenoble, et s'annonce en 2020 à Marseille et Niort, y remplaçant Avenio dans trois cas, Thot et Arkheïa dans deux autres. La ville de Saint-Étienne s'engagera également en 2020 dans un projet incorporant, quant à elle, les possibilités de la solution émergente Arkothèque Gestion de la société Un égal deux.

Le mouvement de réinformatisation s'amorce également en région (Normandie), mais ralentit nettement en département. Toutefois, les Alpes-Maritimes et la Haute-Savoie s'apprêtent à rejoindre le cercle de plus en plus large des utilisateurs de Ligeo.

Côté diffusion et valorisation, l'année 2019 a permis le lancement des nouveaux portails internet adossés à la très attendue version « expo » de la solution Mnesys (société Naoned) en Indre-et-Loire, dans le Calvados et la Seine-Saint-Denis. Pléade, de la société AJLSM, reste dynamique et a, quant à lui, été installé en Mayenne. Enfin, Arkothèque a vu son installation aboutie en 2019 sur les sites du Loiret, de la Manche, de la Sarthe, ou encore de la Vendée.

Politique de numérisation

Avec un total de 1 058 180 pages et images numérisées, les services à compétence nationale Archives nationales totalisent à eux trois 17,5 millions de pages et d'images numérisées, dont 65 % sont accessibles en ligne.

Le nombre de pages numérisées au cours de l'année par les services départementaux s'élève à 32,3 millions (+ 22 % par rapport à 2018), pour un total de 550 millions, dont 80 % mises en ligne sur leur site.

Les Archives municipales ont connu l'évolution inverse, avec 2,7 millions de pages et d'images numérisées. 57 % des 38 millions de pages et images numérisées par les Archives municipales sont disponibles en ligne (infirmant le pourcentage exceptionnellement élevé de 2018).

L'année 2019 a vu la poursuite de la relance du plan de numérisation du ministère de la Culture, désormais déconcentré au niveau des DRAC. Expérimenté en 2018 dans les DRAC Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Hauts-de-France, Pays-de-la-Loire et Nouvelle-Aquitaine, ce nouveau « plan de numérisation et de valorisation » (PNV) a été étendu aux DRAC Grand-Est et Auvergne-Rhône-Alpes : 12 projets portés par des Archives départementales, 6 par des Archives municipales et 1 par une association ont été soutenus pour un total de 192 309 €. Ce plan a vocation à être reconduit en 2020 et à être progressivement étendu à l'ensemble des DRAC.

Si l'essentiel de l'activité de numérisation des services d'archives reste très classique (compléments d'état civil, archives de l'Enregistrement, cadastre, presse ancienne, répertoires de notaires, etc.), certaines opérations plus originales ont également été menées, comme la numérisation des partitions baroques et classiques des ducs d'Aiguillon au XVIIIe siècle (Archives de Lot-et-Garonne), ou celles, par les Archives nationales, des conseils des Postes entre 1738 et 1863 et des observations quotidiennes de Météo France entre 1921 et 1923. On remarque aussi l'émergence d'une nouvelle typologie de documents numérisés : 18 fonds sonores ou audiovisuels ont été numérisés en 2019, dont de nombreux enregistrements des débats des assemblées départementales.

POLITIQUE DES PUBLICS : ACTIVITÉS CULTURELLES ET SCIENTIFIQUES

Observatoire des publics

Le réseau des archives a connu une fois encore un fort dynamisme en 2019, avec 1,4 millions de personnes reçues, ce qui recouvre les séances en salle de lecture, les participants aux activités culturelles et scientifiques ainsi que les scolaires.

La fréquentation de la salle de lecture et le nombre de documents communiqués continuent leur érosion, en dépit de disparités selon les services ; des efforts sont déployés pour organiser des ateliers d'aide à la recherche et pour attirer le public étudiant. Bien plus nombreux, les visiteurs virtuels augmentent sur les sites internet (18 millions en 2019, soit + 16 %), avec des variations d'un service à l'autre (la mise en ligne de nouveaux fonds provoque un regain de connexions) : 1,7 milliards de pages ont été consultées en 2019. Il faut également compter avec les réseaux sociaux, qui sont de plus en plus fréquentés, grâce à des opérations comme « Une commune, une carte postale » (Charente-Maritime) ou le « Bagnard du dimanche » (Ain), et créent de nombreuses interactions.

L'accent pour élargir les publics est mis sur la construction de savoirs partagés, le développement des usages numériques et une présence territoriale plus marquée, axes que l'on peut retrouver dans les projets scientifiques, culturels et éducatifs (Orne, Haut-Rhin). Si des enquêtes classiques sont toujours menées (Archives nationales d'outre-mer, Haute-Savoie, Lyon), les services associent plus volontiers les usagers à leurs réflexions (Landes, Calvados) et pensent même à se positionner comme tiers-lieux culturels (Orne, Seine-et-Marne).

Œuvre de *street art* à partir du mot « archives » (Archives des Landes)

Escape game aux Archives des Vosges

Une action culturelle et scientifique dynamique et polymorphe

L'action culturelle et scientifique des services d'archives, qui se déploie *in situ*, hors les murs et en ligne, se distingue par la richesse et la qualité de son offre : les formes traditionnelles que sont les expositions, ateliers, conférences, spectacles et la participation aux manifestations nationales comme les Journées européennes du patrimoine sont complétées par une offre davantage tournée vers le public familial et à connotation ludique, comme les *escape games* et rallyes, qui rencontrent un franc succès (avec le bémol d'être une activité chronophage pour leur mise en place et leur animation). Le recours au partenariat, très développé, se double d'une réflexion sur l'irrigation du territoire (expositions itinérantes, utilisation du réseau des bibliothèques, festivals). 2019 a également vu les dernières manifestations liées à la Grande Guerre (monuments aux morts, traités de paix).

Les expositions (528 en 2019) continuent d'être l'activité plébiscitée (46 700 visiteurs pour « Quand les artistes dessinaient les cartes » aux Archives nationales), autour de laquelle se greffent de multiples activités conçues pour toucher un public plus varié (odoramas de l'exposition « Parfums d'enfance » en Seine-Maritime) et dispersé sur le territoire (jeu « Babel 18-25 » dans le Bas-Rhin). Le numérique prend davantage de place, avec le recours à des dispositifs innovants. L'exposition « Portraits de châteaux », du Morbihan, reflète ces tendances (partenariats, scénographie immersive, application sur tablette avec visites ludiques, programmation sur le territoire avec conférence et spectacle, concours de construction de château via le logiciel Minecraft, exposition virtuelle). La pratique artistique s'installe plus durablement, en prenant différentes formes : œuvre de *street art* (Landes), ateliers avec une plasticienne (Hauts-de-Seine), résidence d'artiste (Yvelines), orientation « recherche artistique » (Bordeaux).

« Figure de l'Essonne près de Puiseaux » (vers 1498-1519)

Quand les artistes dessinaient les cartes

Les Archives nationales ont présenté de septembre 2019 à janvier 2020, à Paris, l'exposition « Quand les artistes dessinaient les cartes : vues et figures de l'espace français, Moyen Âge et Renaissance ». Réalisée grâce aux prêts de 40 services d'archives et bibliothèque patrimoniales, elle avait pour ambition de présenter une centaine de figures, vues et portraits de villes, villages et campagnes, montrant comment le paysage était représenté avant la généralisation de la carte mathématique. Le plus souvent sur parchemin, manuscrites et peintes, tantôt naïves, tantôt riches de détails, elles ont séduit un public très nombreux, comme en témoigne sa fréquentation (46 700 visiteurs).

Les activités pour les publics spécifiques (EHPAD, prisons, primo-arrivants) s'organisent souvent en collaboration avec des associations du champ judiciaire et social. Signalons que les Archives de Saint-Brieuc ont été lauréates du prix « Patrimoines pour tous » relatif au handicap.

Les services d'archives sont très impliqués dans les sociétés savantes et les associations à caractère historique et généalogique, ainsi que dans le monde universitaire et de la recherche (enseignement, jurys, laboratoires). Ils organisent des colloques de dimension internationale (Bas-Rhin) ou y participent (Aube), attribuent bourses et prix pour soutenir la recherche (Drôme, Yonne).

Les Rendez-Vous de l'histoire de Blois 2019, sur le thème de l'Italie, ont été une nouvelle fois l'occasion de valoriser le réseau des services publics d'archives, grâce à la coordination des Archives de France.

PUBLICATIONS

En 2019, les services d'archives sont à l'origine de 338 objets éditoriaux (ouvrages, brochures, dépliants, revues, articles, cartes postales, documents pédagogiques), soit une légère progression (328 en 2018) imputable aux services d'archives départementales.

Les revues et contributions à des revues (y compris le magazine de la collectivité) et les brochures sont les réalisations les plus fréquentes en Archives municipales (53 %). Ce type de publication est également courant en Archives départementales (respectivement 10 et 15 % pour ces deux catégories), où les catalogues d'exposition demeurent privilégiés (23 %) ; les autres ouvrages scientifiques y sont en bonne place (22 actes de colloques et autres publications scientifiques ont été édités en 2019), et la forte proportion des documents pédagogiques (22 % des publications contre 10 % de celles des Archives municipales) doit être signalée.

Les publications consacrées à la Première Guerre mondiale sont beaucoup moins présentes cette année (10 contre 76 en 2018), mais le relais semble être pris par la Seconde Guerre mondiale (20 publications, dont 17 en Archives départementales).

Les publications payantes restent minoritaires dans les services territoriaux (38 % pour les Archives départementales, 23 % pour les Archives municipales).

Enfin, 46 % des réalisations des Archives départementales sont publiées exclusivement en ligne ou de manière mixte imprimé/numérique (37 % pour les Archives municipales).

Résidence artistique « La forêt grandeur nature », au collège Pierre et Marie Curie de L'Isle-Adam

ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

En 2019, le nombre de scolaires ayant bénéficié de l'offre des Archives s'est maintenu à un niveau élevé (275 937 élèves), nonobstant des distorsions de fréquentation (climat social agité, difficultés liées aux transports, adéquation des thèmes avec les programmes scolaires). L'offre éducative, dont il faut souligner la richesse des contenus et la grande qualité pédagogique, est fondée sur une large palette d'ateliers, expositions, dossiers, mallettes, jeux. Les outils itinérants et en ligne, de plus en plus nombreux et élaborés, permettent d'atteindre les scolaires sur tout le territoire : cette « médiation indirecte », qui prend le relais de la médiation directe, représente un potentiel intéressant de développement en même temps qu'une inéluctable évolution, qu'il convient d'orienter et d'accompagner. La formation des enseignants prend dans ce cadre toute son importance, surtout si l'on met l'accent sur l'approche pluridisciplinaire et la co-construction.

L'éducation artistique et culturelle (EAC), grande priorité ministérielle, a fait l'objet de très beaux projets : citons « Huis clos », qui a associé une auteure et une photographe aux Archives nationales, l'histoire du lin avec une artiste-tisserande dans les Côtes-d'Armor, la reconstitution d'un procès en Ille-et-Vilaine. On note aussi des résidences d'artistes (Val-d'Oise), des activités intergénérationnelles (Hérault, Loiret), des échanges avec des établissements étrangers (Nord, Bas-Rhin) ainsi que l'accueil d'élèves du champ social (éducation prioritaire, protection judiciaire de la jeunesse, hôpital).

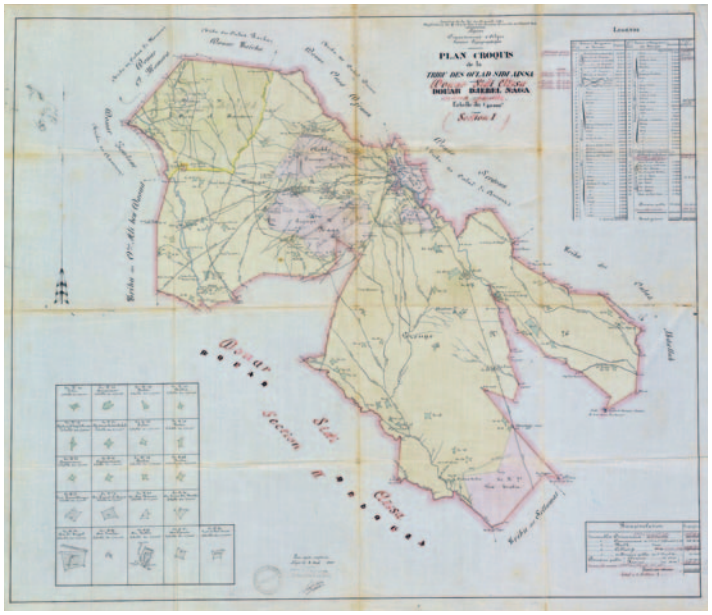
Le numérique prend une place grandissante dans les activités ; il est utilisé aussi bien pour des notices Wikipédia (Hérault), de l'annotation collaborative (Loiret) et des classes culturelles numériques (Loire-Atlantique) que pour la création de jeu (Hérault) et des parcours « gamifiés » sur une plate-forme d'e-éducation (Yvelines). Les Hauts-de-Seine intègrent leurs supports pédagogiques dans l'environnement numérique des collèges (ENC), facilitant l'accès aux ressources et à l'information sur leurs nouveautés.

Accueil de collégiens taïwanais aux Archives du Nord

MÉMOIRES PARTAGÉES

Par leur nature même, les archives jouent un rôle clef dans les politiques visant au partage et à la sauvegarde des mémoires.

Les demandes des États issus de l'ancien empire colonial français, mais aussi les attentes des chercheurs français et étrangers justifient les actions menées par les services publics d'archives en faveur du traitement, de la numérisation et de la valorisation des fonds des anciennes colonies, et ce, quel que soit leur lieu de conservation. En 2019, elles ont principalement concerné celles de l'Algérie et du Vietnam.



Plan du senatus-consulte : plan croquis de la Tribu des Oulad Sidi Aïssa

Le nouveau projet scientifique, culturel et éducatif des Archives nationales d'outre-mer, validé dans l'année, ont fait du traitement des archives relatives à l'Algérie une priorité encore plus nettement affirmée. S'appuyant sur un bilan des actions menées depuis plusieurs années en matière de classement, de numérisation et de mise en ligne (75 % de fonds classés, plus d'1,7 millions d'images en ligne), il fixe un programme de travail ambitieux pour les années 2020 à 2024. Sont prévus l'achèvement des classements de grands fonds (Renseignements généraux d'Oran, préfecture de Constantine, communes mixtes…), le lancement de chantiers de classement des archives comme celles du ministère du Sahara ou du secrétariat général du gouvernement général de l'Algérie, ou encore la rétroconversion et la mise en ligne complète des instruments de recherche existants (355 à ce jour). Quant à la numérisation, elle sera poursuivie, notamment pour des séries relatives à la propriété indigène, dans l'optique d'une mise en ligne de 390 ml d'archives à l'horizon 2024. Au fur et à mesure du traitement des fonds, les Archives nationales d'outre-mer transmettront à l'Algérie l'ensemble des inventaires réalisés ainsi qu'une copie des fonds numérisés.

Dans le même temps, le partenariat avec les Archives d'État du Vietnam s'est poursuivi, en particulier à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort d'Hô Chi Minh, qui a donné lieu à une exposition recourant aux archives françaises. À l'occasion de son vernissage, une délégation, conduite par le directeur par intérim des Archives nationales, a été reçue du 26 au 31 août par le directeur des Archives du Vietnam. Elle a assuré un atelier et une conférence sur l'archivage électronique, illustrant la coopération importante avec le Gouvernement vietnamien dans ce domaine.

Le thème de la mémoire partagée était également au cœur de la Conférence internationale supérieure des archives (CISA) qui s'est tenue aux Archives nationales d'outre-mer du 11 au 13 septembre, sur le thème des archives coloniales.

Au titre du soutien apporté, par la formation et l'expertise, aux services d'archives étrangers détenteurs d'une mémoire partagée avec elle, la France a par ailleurs contribué à la création d'un site internet pour les Archives nationales du Congo-Brazzaville, encouragé la création d'un concours du jeune historien brazzavillois et soutenu l'organisation sur place par Archivistes sans frontières d'une formation à la numérisation patrimoniale. Un séminaire a, quant à lui, été organisé à Abidjan (Côte-d'Ivoire) sur la gestion numérique des archives parlementaires en Afrique francophone à destination de dix pays de la région, du 28 au 30 novembre. Du 25 mars au 26 avril, le Stage technique international d'archives (STIA) a réuni 37 participants venus de 27 pays différents, pour la plupart issus de l'ancien empire colonial français ou des protectorats : cette formation archivistique de haut niveau a fait appel à l'ensemble des professionnels des services publics d'archives.

Les mois des Archives

JANVIER

Enrichissement de la plate-forme ADAMANT

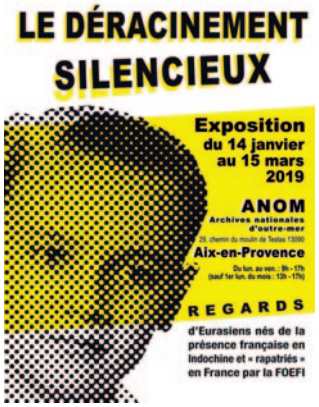
Appuyé sur le logiciel VITAM, le projet ADAMANT a pour vocation de développer un système d'archivage électronique aux Archives nationales. La première version, du 7 décembre 2018, s'était centrée sur la prise en charge et la gestion des données nativement numériques. En 2019, le projet réoriente les développements vers la diffusion d'archives sur Internet pour le grand public. La phase de recueil des besoins et de conception se déroule d'avril à août ; à partir d'avril, des ateliers sont organisés avec des utilisateurs cibles pour concevoir les parcours utilisateurs sur le site internet.

Un nouveau site internet pour la Mayenne

Le site offre, dans un environnement graphique renouvelé, un accès à plusieurs collections numérisées et bases de données (toponymes par exemple), ainsi qu'à des ressources pédagogiques, des publications en ligne et des conseils pour l'archivage.

« Entrée-Plat-Dessert » (4 janvier)

Avec « Entrée-Plat-Dessert » (4 janvier-25 octobre), les Archives du Val-de-Marne font revivre trois siècles de productions locales et de pratiques sociales autour du repas, dans un territoire réputé pour ses cultures (champignons à Arcueil, pêches, fraises à Gentilly), ses industries alimentaires (pâtes, liqueurs) et ses arts de la table (porcelaine à Choisy et Vincennes).

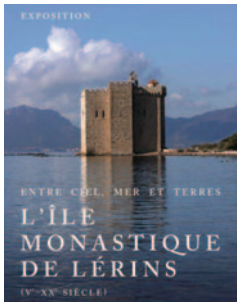


« Le déracinement silencieux » aux Archives nationales d'outre-mer (14 janvier)

L'exposition a pour thème la vie des métis indochinois nés dans les années 1940 et 1950 et « rapatriés » en France par la Fédération des œuvres de l'enfance française d'Indochine. Photographies et témoignages évoquent les changements d'identité, l'oubli de la langue natale, la séparation des fratries et la perte du lien maternel.

Le Grand Débat national s'archive !

Les cahiers citoyens ouverts en mairie, les contributions libres (courriers postaux ou électroniques) et les comptes rendus de réunions d'initiative locale ont été versés aux Archives départementales. Au niveau central, ce sont les Archives nationales et la Mission des archives auprès des services du Premier ministre qui ont collecté l'ensemble des archives du Grand Débat.



« Entre ciel, mer et terres : l'île monastique de Lérins (Ve-XXe siècle) »

L'exposition des Archives des Alpes-Maritimes fait découvrir l'histoire de l'île monastique de Lérins, située au large de Cannes, l'un des plus anciens monastères de France. Inaugurée le 15 octobre 2018, elle s'est achevée le 31 janvier.

Les Archives de Moulins déménagent

Après 32 ans de service rue des Potiers, les 2 000 mètres linéaires des Archives de Moulins se sont installés au 37 rue du Docteur-Denis, dans une ancienne école maternelle.

JANVIER

« Ciao Italia ! » (24 janvier)

Du 24 janvier au 29 mars, les Archives de Tarn-et-Garonne accueillent l'exposition conçue et présentée par le musée national de l'Histoire de l'immigration à Paris, qui l'a ensuite déclinée sous un format itinérant de 16 panneaux.

Numérisation des registres du commerce et des sociétés aux Archives de l'Ain

Tous les commerçants et les sociétés doivent s'inscrire auprès des tribunaux de commerce, ce qui en fait une source historique précieuse. Parmi les 40 registres numérisés dans l'Ain, on trouve les Cuivreries de Cerdon, les Établissements Convert à Oyonnax, Giraudet ou Fermob. La numérisation a bénéficié du mécénat du Crédit agricole et de 28 entreprises du département.

Numérisation des registres d'état civil de l'arrondissement de Thionville (1793-1871) aux Archives de la Moselle

Numérisés à partir de microfilms, les registres constituent un premier lot mis en ligne par les Archives de la Moselle.

FÉVRIER

Françoise Banat-Berger nommée cheffe du Service interministériel des Archives de France (11 février)

Des nouveautés sur le site internet des Archives de Montbéliard

Les registres de recensements (1833-1936) et les registres de délibérations du conseil municipal (1793-2000) de Montbéliard sont désormais accessibles en ligne. On y trouve également les supports pédagogiques, publiés trois fois par an.

OCTAVE joue ses premières notes de musique !

L'Outil de constitution et de traitement automatisé des versements électroniques, alias OCTAVE, permet de transformer les arborescences bureautiques aux formats SEDA 1 et SEDA 2.1. Il est désormais téléchargeable avec son manuel sur le portail FranceArchives.

FÉVRIER

Un référentiel pour la communicabilité des archives publiques

Ce référentiel produit par les Archives de France établit la liste des délais de communicabilité applicables aux archives publiques : outre le cas général de libre communicabilité immédiate prévu à l'article L. 213-1 du code du patrimoine, sont détaillés les délais prévus à l'article L. 213-2 pour certains types d'informations protégées par la loi.

La conservation préventive en action !

Le Service interministériel des Archives de France met en ligne trois tutoriels consacrés à la contamination des locaux et des collections par les moisissures. En 3 minutes, on en découvre les causes et les moyens pour y remédier.

Un dossier judiciaire scellé depuis 1733

Les Archives du Nord ont retrouvé un petit paquet en toile de jute encore scellé : il s'agit d'un dossier de procédure judiciaire relatif à un litige concernant un héritage, commencé en 1625 et clos en 1733. Pour en découvrir tous les secrets, des investigations vont être menées avec le Centre d'histoire judiciaire de l'université de Lille (UMR 8025).

Réédition du guide des fonds des Archives de la ville et de l'eurométropole de Strasbourg

La précédente édition datait de 2006. La nouvelle, mise à jour, offre un aperçu de la richesse, de la complexité et parfois de l'originalité archivistique des fonds strasbourgeois. Le dessin d'un des vitraux des bains municipaux, édifiés entre 1905 et 1908, illustre la couverture.

« Sports, une histoire dans l'Oise » (25 février)

L'exposition des Archives de l'Oise, visible du 25 février au 27 décembre, s'articule autour de trois thématiques : le développement des équipements sportifs, l'histoire de certaines disciplines locales (dont le jeu de paume, attesté dès 1382) et les grandes figures sportives (Marcel Communeau, capitaine du XV de France).

MARS

Les archives des hôpitaux de Paris déménagent (4 mars)

Le service de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris quitte ses différents locaux du centre de Paris pour se regrouper à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre. 18 kml d'archives médicales et administratives, du XIIe siècle à nos jours, sont de nouveau consultables depuis la réouverture en mai 2019.

« En voiture ! » (15 mars)

L'exposition des Archives du Var a été présentée du 11 octobre 2018 au 15 mars. Elle rappelle comment l'automobile a changé radicalement nos modes de vie et notre environnement depuis le XIXe siècle : aménagement du territoire, mobilité, tourisme, sport, mais aussi pollution, embouteillages et accidents.

Projet Paperoù (21 mars)

De mars à juin, le Centre de recherche bretonne et celtique de Brest (CRBC) invite à donner ou prêter pour numérisation des archives en langue bretonne : lettres de poilus, prêches de curés, partitions musicales, recueil de proverbes, etc. Elles seront ensuite conservées au CRBC ou aux Archives départementales du Finistère, du Morbihan, des Côtes-d'Armor et d'Ille-et-Vilaine, avec qui des conventions ont été signées.

Réouverture des Archives du Calvados (22 mars)

Après 10 mois de travaux, les Archives du Calvados ont rouvert, en présence du président du conseil départemental, du directeur général des patrimoines et de la cheffe du Service interministériel des Archives de France.

« Scènes de justice en Vienne : du Poitou médiéval à la Cité judiciaire » (25 mars)

Accompagnée d'un catalogue et de conférences, l'exposition des Archives de la Vienne s'organise autour de cinq thématiques : la scène de crime, l'architecture des palais, magistrats et avocats dans le prétoire, les lieux de la punition, l'espace médiatique

Explorer les archives du Conseil d'État (26 mars)

Le *Guide de recherche dans les archives du Conseil d'État* est un travail conjoint entre le Conseil d'État et les Archives nationales. Cet ouvrage couvre près de deux cents ans d'histoire, depuis la création de l'institution moderne, en 1799, jusqu'à la fin de la vice-présidence de Marceau Long, en 1995. Il recense les archives dispersées et dispense des conseils de recherche.

AVRIL

« Les nouveaux terriens » (3 avril)

Le photographe Sylvain Gouraud est allé à la rencontre des agriculteurs et fait état des enjeux actuels du monde agricole. Il présente son exposition aux Archives de l'Essonne, fruit d'une recherche entamée depuis neuf ans. Ses œuvres sont accompagnées de cartes postales des collections des Archives départementales, évoquant l'évolution entre le rural et l'urbain.

« Au cœur des Archives départementales de l'Aveyron » (4 avril)

Le service éducatif des Archives de l'Aveyron a conçu cette exposition, une occasion de découvrir des documents très variés (chartes, plans, cartes postales, registres, sceaux, lettres, journaux, documents administratifs ou privés), mais aussi un lieu et des métiers.

Nomination d'une commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi (5 avril)

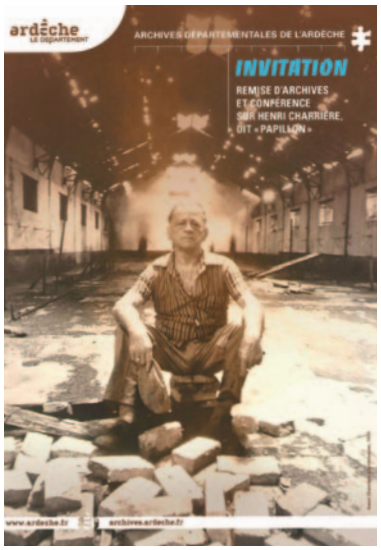
Présidée par Vincent Duclert, la commission devra établir d'ici deux ans un rapport sur le rôle de la France au Rwanda entre 1990 et 1994.

De nouveaux dossiers de la DST versés aux Archives nationales

La mission des Archives de France auprès du ministère de l'Intérieur a versé un ensemble de 3 000 dossiers de la direction de la surveillance du territoire (DST) durant la Seconde Guerre mondiale.

Les archives du bagnard « Papillon » données aux Archives de l'Ardèche (11 avril)

Les archives de Vincent Didier et d'Henri et Rita Charrière constituent un ensemble de première importance pour retracer le parcours de l'Ardéchois Henri Charrière, dit « Papillon », le bagnard le plus célèbre du monde.



Dispositif AD-ESSOR : bilan et perspectives (16 avril)

La journée d'étude du 16 avril a permis de tirer le bilan d'AD-ESSOR entre 2014 et 2016, dispositif chargé d'apporter un soutien à l'archivage électronique dans les services publics d'archives territoriaux.

AVRIL

Notre-Dame, un joyau architectural (23 avril)

Après l'incendie du 15 avril, la communauté archivistique fait connaître les sources qui permettent d'éclairer l'histoire de Notre-Dame de Paris.
Un dossier thématique publié sur FranceArchives propose une rétrospective en archives des neuf siècles d'histoire de la cathédrale : chantier de construction en avril 1163, travaux de Viollet-le-Duc, campagne publicitaire de la direction générale du tourisme en 1956...

Le journal manuscrit de Ferdinand de Lesseps acquis par les Archives nationales du monde du travail

Les Archives nationales du monde du travail ont acheté en vente aux enchères le journal écrit par Ferdinand de Lesseps du 7 novembre 1854 au 7 février 1855. Il y relate son voyage préparatoire en Égypte avant le percement du canal de Suez.

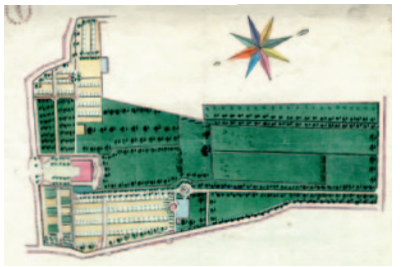
Commission nationale d'héraldique (21 avril)

Lors de sa séance du 21 avril, la Commission nationale d'héraldique a examiné 17 armoiries de communes et de particuliers.

« Les Marnais à l'école » (23 avril)

Du 23 avril au 5 juillet, les Archives de la Marne font découvrir l'histoire de l'école primaire dans le département entre 1830 et 1960.

« À l'ombre des bastides » (27 avril)



Les Archives de Marseille présentent jusqu'au 27 avril une exposition sur les bastides. Les bastides marseillaises typiques se caractérisent par une imposante maison de maître (la bastide *stricto sensu*), un parc d'agrément (avec grandes allées, parterre et bassin) et un domaine agricole de rapport.

Les Archives de France déménagent

Dans le cadre du projet CAMUS, les Archives de France ont quitté leurs hôtels de Fontenay et de Jaucourt pour s'installer provisoirement dans un bâtiment modulaire de quatre étages installé dans les jardins de l'hôtel de Rohan. Dans quelques années, le SIAF rejoindra ses nouveaux locaux dans le Quadrilatère des Archives.

AVRIL

100 000 visuels de « L'Alsace colorée » déposés aux Archives du Haut-Rhin (29 avril)

Le photographe Bernard Naegele, Colmarien de naissance, est un passionné de l'Alsace des traditions ; du Sundgau au haut du Bas-Rhin, du Landskron au Fleckenstein, ses visuels reflètent un patrimoine local ancré dans l'histoire.

« Peintre et affichiste : les deux visages de Luigi Castiglioni » (30 avril)

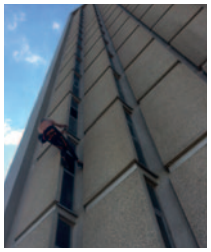
Du 30 avril au 6 juin, les Archives des Yvelines présentent les œuvres du peintre-affichiste Luigi Castiglioni (1936-2003). D'origine italienne, il s'établit définitivement en France, d'abord à Paris en 1960, puis à Maisons-Laffitte en 1979.

« L'Affaire, Lurs, 4 août 1952 »

L'exposition des Archives des Alpes-de-Haute-Provence évoque l'affaire de Lurs, qui vit la condamnation de Gaston Dominici pour le meurtre de la famille Drummond, commis dans la nuit du 4 au 5 août 1952.

MAI

Le « spiderman français » défie la tour des Archives de Saône-et-Loire (3 mai)



Alain Robert, natif de Digoin (Saône-et-Loire) et surnommé le « spiderman français », escalade à mains nues les 52 mètres de la tour des Archives départementales.

« Les Templiers croisent les jeux vidéo : Archives X Imaginaires » (6 mai)

Les Archives de la Côte-d'Or, associées à Gérald Mercey, conférencier, journaliste spécialisé et commissaire de l'exposition, font découvrir les mythes associés aux Templiers, depuis la réalité historique jusqu'aux avatars les plus improbables des jeux vidéo.

« Les enfants de la Libération, été 44 » (27 mai)

Du 27 mai au 18 octobre, l'exposition présentée aux Archives de la Manche évoque le difficile quotidien des jeunes Manchois entre le 6 juin et la fin août 1944. On y trouve notamment des photographies provenant des Archives nationales américaines.

MAI

« La Haute-Marne vue par les premiers photographes, 1850-1880 »

L'exposition des Archives de la Haute-Marne explore l'histoire des débuts de la photographie en présentant des vues inédites de paysages, de personnages illustres et d'événements majeurs, tels que les expositions industrielles ou l'invasion prussienne de 1870.

« Vitraux commémoratifs, 1914-1918 » aux Archives de l'Eure (28 mai)

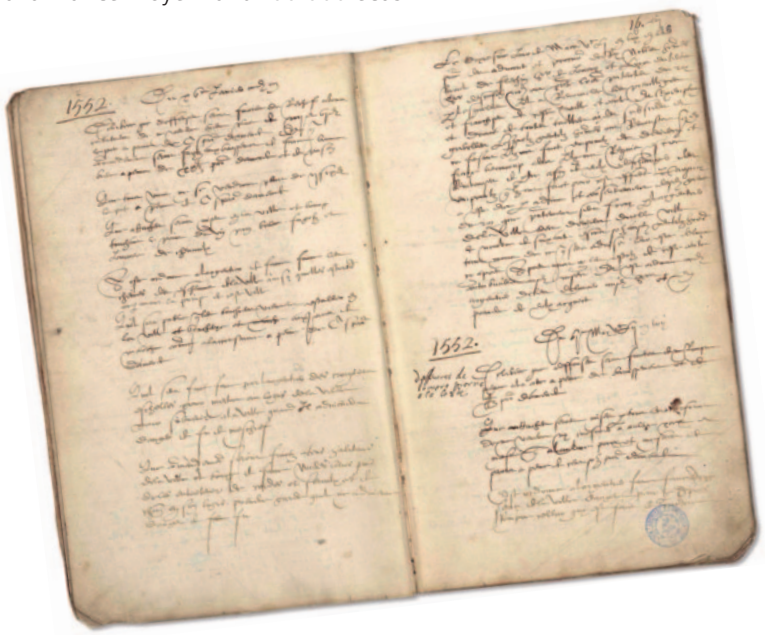
Sur l'initiative de l'ONACVG, des rectorats de Caen et Rouen et du service de l'Inventaire du patrimoine de la région Normandie, les élèves de collège et de lycée ont conçu leurs vitraux commémoratifs de la Grande Guerre, avec le concours d'un maître verrier de Honfleur. Leurs travaux sont présentés aux Archives de l'Eure du 28 mai au 26 juillet.

« Encadrement : 100 ans d'évolutions » aux Archives nationales du monde du travail (28 mai)

En écho aux commémorations du centenaire de l'Organisation internationale du travail (OIT), les Archives nationales du monde du travail accueillent une exposition autour des évolutions de l'encadrement sur la période 1919-2019. Celle-ci est proposée en partenariat avec le syndicat CFE-CGC et l'université de Lille.

Focus sur le « livre verd », document le plus ancien des archives de Boulogne-sur-Mer

Le « livre verd » renferme les délibérations des maires et échevins à partir de 1550, lorsque l'Angleterre restitue Boulogne-sur-Mer à la France moyennant 400 000 écus.



JUIN

« Quai des archives : une histoire des chemins de fer en Charente-Maritime » (3 juin)

Depuis l'inauguration des gares de La Rochelle et de Rochefort en 1857, les lignes de chemin de fer se sont développées au gré des compagnies qui les ont exploitées. Imaginée en projet participatif, une cartographie interactive permet de reconstituer les anciennes lignes ; les anciennes gares sont illustrées par des cartes postales provenant des Archives départementales.

Semaine internationale des archives (3-9 juin)

Le thème en 2019 est « Concevoir les archives au XXIe siècle ». La semaine invite à parler des archives, mais aussi de ceux qui les utilisent et de ceux qui les conservent. En France, Puy-de-Dôme, Loiret, Sélestat ou Service historique de la Défense participent, parmi d'autres, à l'événement.

Une page de titre perdue retrouve son registre aux Archives de la Haute-Vienne !

La page de titre d'un registre terrier de 1496 appartenant aux archives de l'abbaye de Grandmont était perdue depuis 1996 : retrouvée et achetée lors d'une vente aux enchères à Limoges, elle a retrouvé sa place dans le registre.

Fusion entre l'opéra-comique et le théâtre Feydeau : nouvelle acquisition des Archives nationales (7 juin)

La liasse de 19 pages, où figurent notamment les signatures de Luigi Cherubini et de Méhul, rejoint les fonds des Archives nationales.

« Un chantier de fouilles, rue de Colmar à Dijon » (14 juin)

Dans le cadre des Journées nationales de l'archéologie et en collaboration avec l'INRAP, les Archives de Dijon présentent l'exposition « Un chantier de fouilles, rue de Colmar à Dijon » du 14 au 28 juin. Les objets issus des fouilles et les documents d'archives permettent de retracer l'évolution du quartier.

« Liberté ! L'éternelle reconquête » aux Archives de Bordeaux (22 juin)

Inaugurée le 22 juin, l'exposition est présentée jusqu'au 20 septembre 2020 dans le cadre de la saison culturelle « Liberté ! » de la métropole et de la ville de Bordeaux. Elle explore des fragments d'histoire de quelques lieux emblématiques de l'espace public au travers d'une sélection de documents de toute nature, pour l'essentiel issus des fonds des Archives de Bordeaux Métropole.

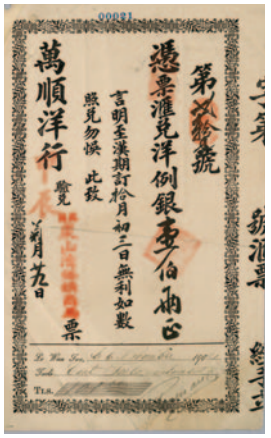
JUIN

Les Archives de Cambrai ont 10 ans (27 juin)

Pour fêter les 10 ans de la création du service des archives municipales, plusieurs animations, du 27 juin au 2 juillet, ont permis aux Cambrésiens de découvrir leurs archives, dont le document le plus ancien, un registre de baptême de la paroisse de la Madeleine de 1594.

Le fonds Élie Bouchard donné aux Archives de l'Ardèche (27 juin)

Né à Aubenas en 1870, Élie Bouchard est un homme d'affaires établi en Chine. Ses archives retracent de ses activités, notamment à Shanghai et Hankou : commerce d'import-export, finances, concessions. Outre des documents écrits en français, anglais et chinois, des albums photographiques témoignent de sa vie familiale et mondaine, ainsi que des paysages et des monuments.



JUILLET-AOÛT

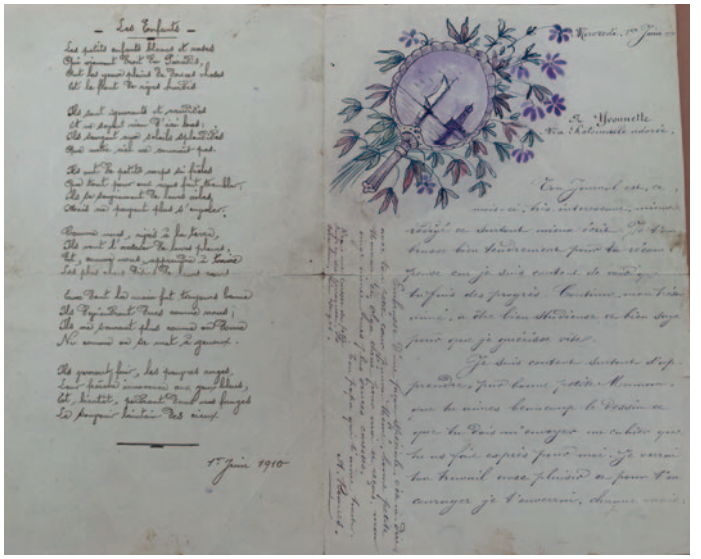
Le fonds Casino classé comme archives historiques (8 juillet)

Le groupe Casino, avec l'appui des Archives municipales de Saint-Étienne, a déposé un dossier en vue du classement du fonds Casino comme archives historiques. Dans sa séance du 28 juin, le Conseil supérieur des archives a émis un avis favorable à l'unanimité. Le fonds a été ajouté à la liste des fonds classés archives historiques par arrêté du 8 juillet.

Lettre d'Arthur Roques à une de ses filles

Les ANOM ont reçu en don le fonds d'un bagnard, Arthur Roques, condamné pour fausse monnaie et composé de plus de 170 lettres qui ont échappé à la censure de l'administration.

Ces lettres feront l'objet d'une publication en 2021.



JUILLET-AOÛT

Clap de fin pour la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale (31 juillet)

Fondée en 2011, la Mission du Centenaire de la Première Guerre mondiale s'achève le 31 juillet. Ses archives sont progressivement versées, via la mission des archives auprès des services du Premier ministre, aux Archives nationales. Les contenus éditoriaux de son site internet seront mis en ligne sur FranceArchives.

Deux brassards des Forces françaises de l'Intérieur de Nangis et de Nemours acquis par les Archives de Seine-et-Marne

Les brassards datant de 1944 ont rejoint les fonds privés des Archives de Seine-et-Marne.

SEPTEMBRE

Bruno Ricard nommé directeur des Archives nationales (1er septembre)

« Sto lat ! La Polonia a cent ans »

Un demi-million de Polonais s'installe en France à partir de 1919 pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre, en particulier dans le Pas-de-Calais, dans le bassin minier et en milieu rural. L'exposition des Archives du Pas-de-Calais retrace leurs parcours et pose la question de la transmission de la mémoire.

« 4 regards sur l'exil espagnol » (9 septembre)

Du 9 septembre au 15 novembre, les Archives de Toulouse présentent les œuvres de quatre photographes (Enrique Tapia Jimenez, Marius Bergé, Germaine Chaumel, Jean Dieuzaide) sur l'exil des Républicains espagnols.

Ouverture des archives relatives à la mort de Maurice Audin (9 septembre)

Maurice Audin, mathématicien, militant communiste, a disparu le 11 juin 1957 en Algérie. Un arrêté paru le 9 septembre au *Journal officiel* prévoit le libre accès aux archives relatives à sa disparition, conservées aux Archives nationales, aux Archives nationales d'outre-mer, aux Archives d'Ille-et-Vilaine, au Service historique de la Défense et au dépôt central d'archives de la justice militaire.

Feu vert pour le déménagement des Archives du Vaucluse

SEPTEMBRE

SAS le prince souverain Albert II de Monaco aux Archives de la Seine-Maritime (13 septembre)

Le prince a inauguré l'exposition « Les princes de Monaco en Normandie : des Estouteville aux Grimaldi ».

« Le collège Gérôme de Vesoul : une rentrée dans l'histoire » (19 septembre)

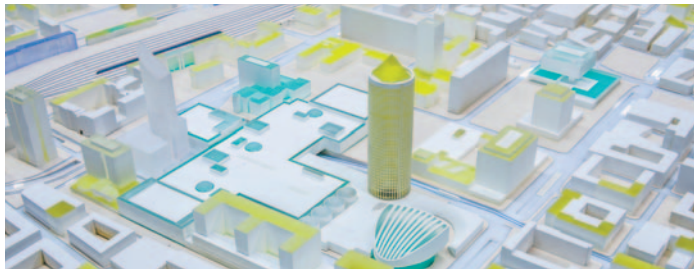
Pour marquer la fermeture du collège Gérôme, le plus ancien établissement scolaire de Vesoul fondé par les jésuites en 1610, les Archives de la Haute-Saône ont retracé son histoire à travers une exposition.

« La science à la poursuite du crime : Alphonse Bertillon, pionnier des experts policiers » (14 septembre)

L'exposition se tient sur le site de Pierrefitte-sur-Seine des Archives nationales, du 14 septembre 2019 au 18 janvier 2020. Plus de 200 objets et documents originaux permettent de découvrir la méthode inventée par Alphonse Bertillon pour identifier les suspects et retrouver les traces matérielles découvertes sur les lieux des crimes.

« La Part-Dieu, 800 ans d'histoire » (20 septembre)

L'exposition inédite présentée aux Archives du Rhône du 20 septembre 2019 au 14 février 2020 permet de mieux connaître la mémoire de ce quartier, successivement terre marécageuse, terre agricole, caserne et centre d'affaire à partir des années 1960. L'exposition a bénéficié du concours des Archives municipales de Lyon, de l'Institut national de l'audiovisuel et de la société publique locale Lyon-Part-Dieu.



SEPTEMBRE

À la recherche des archives perdues de Sauze ! (24 septembre)

Les archives anciennes de la commune montagnarde de Sauze étaient réputées avoir été jetées jadis au fond d'un vallon. Lors d'un contrôle scientifique et technique, les Archives départementales des Alpes-Maritimes ont retrouvé et pris en charge ces archives, avec l'aide de la maire et de plusieurs habitants de la commune.

Ce sont 6 mètres linéaires d'archives remontant au XVe siècle qui ont fait l'objet d'un dépôt le 24 septembre.

Journées du patrimoine (21-22 septembre)

La 36e édition des Journées du patrimoine s'articule autour du thème européen « Arts et divertissement ».

« De caves en cépages » dans l'Indre (26 septembre)

Mêlant documents d'archives, œuvres d'art et outils du quotidien, l'exposition « De caves en cépages » explore l'histoire foisonnante de la vigne dans l'Indre, de l'Antiquité à nos jours. Techniques viticoles, religion, économie, mais aussi pratiques culturelles et sociales font partie des thèmes abordés dans le sillage de Roger Dion, emblématique historien de la vigne et natif du département.

Cinquantenaire du bâtiment des Archives de Rennes (21 septembre)

Pour le cinquantenaire de leur bâtiment, les Archives de Rennes ont ouvert leurs portes et fait découvrir le bâtiment, de l'intérieur comme de l'extérieur – occasion d'une riche programmation : exposition de photographies, apéro-concert, ciné plein air, atelier RennesCraft, atelier maquette (conçue avec un fablab) et visites du bâtiment.

« La vie cachée des Petits-Châtelets : une œuvre de protection et de réinsertion sociale des jeunes filles (XIXe-XXIe siècle) » (21 septembre)

L'exposition des Archives d'Alençon présente une rétrospective de l'institution et du lieu des « Petits-Châtelets » qui se sont adaptés aux transformations sociales depuis le XIXe siècle. Une publication accompagne l'exposition conçue avec les Archives départementales de l'Orne.

SEPTEMBRE

« Hélène Jégado : un bol d'arsenic ? »

De septembre 2019 à janvier 2020, les Archives d'Ille-et-Vilaine, en partenariat avec le festival de bande-dessinée « Quai des bulles », proposent une exposition du cycle « Bande dessinée et histoire » consacrée à Hélène Jégado. Profitant de son métier de cuisinière, elle empoisonnait ses victimes à l'arsenic. Jugée à Rennes en 1851, elle fut condamnée à la peine de mort. 7 981 visiteurs ont visité cette exposition associant archives et planches de bande dessinée issues d'*Arsenic*, album de Luc Monnerais et Olivier Keraval.

Une lettre de Madame de Maintenon acquise par les Archives des Deux-Sèvres

Cette lettre a été écrite le 16 juillet 1684 et est adressée à l'oncle de la marquise de Maintenon.

« Dans les pas des peintres albigeois du XVIIe siècle » (21 septembre)

Au travers de tableaux, documents et objets, les Archives du Tarn présentent la peinture civile et religieuse d'artistes venant essentiellement de Flandre, tel le Bruxellois Jean Molinier, qui œuvra à Albi de 1630 à 1674.

Le fonds des chicorées Leroux donné aux Archives nationales du monde du travail

Les archives anciennes de la célèbre entreprise sont données aux Archives nationales du monde du travail. 130 ml de documents allant du milieu du XIXe siècle aux années 1980 sont actuellement en cours de classement.

« Du berceau au tombeau : les grands moments de la vie du XVe siècle à nos jours » (22 septembre)

L'exposition des Archives de la Somme met en valeur les parcours de vie des anonymes comme des personnages célèbres, du XVe siècle à nos jours. Elle s'accompagne d'animations pour tous les âges (visites, ateliers généalogiques, lectures d'archives).

« Quand les artistes dessinaient les cartes » (25 septembre)

L'exposition se tient aux Archives nationales à Paris, du 25 septembre 2019 au 6 janvier 2020. Elle montre comment, du XIVe au XVIe siècle, l'usage des cartes se développe en France dans le cadre judiciaire, mais aussi dans un contexte diplomatique, militaire ou d'aménagement territorial. Les cartes proviennent de fonds d'archives, de bibliothèques et de musées.

OCTOBRE

Le ministère de la Culture lance un nouvel appel à projet « Archivage numérique en territoires » (3 octobre)

Toujours porté par le Service interministériel des Archives de France, l'appel à projet succède à AD-ESSOR, en lien avec les directions régionales des Affaires culturelles. Les projets retenus recevront en début 2020 un financement à hauteur de 30 à 50 % du montant de leurs projets.

Décès de Georgette Elgey, présidente honoraire du Conseil supérieur des archives (9 octobre)

L'historienne Georgette Elgey, auteure d'une monumentale *Histoire de la IVe République*, est décédée à l'âge de 90 ans. Elle fut également journaliste et éditrice, directrice littéraire chez Fayard, conseillère de François Mitterrand à l'Élysée et ancienne présidente du Conseil supérieur des archives entre 2007 et 2016.

Centenaire de la Légion d'honneur décernée à Nancy (10 octobre)

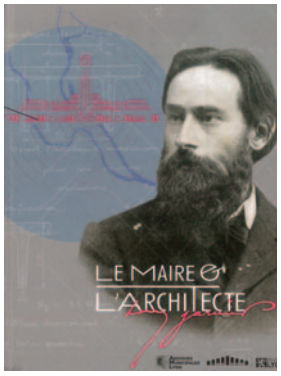
À l'occasion des cérémonies du centenaire de la Légion d'honneur décernée à la ville de Nancy en 1919, une exposition a été présentée dans le hall de l'hôtel de ville du 10 octobre au 11 novembre.

FranceArchives lance une carte des lieux d'archives pour découvrir les sources liées à un territoire

Des milliers de documents d'archives ont été référencés sur cette carte interactive.

« Le maire et l'architecte » (16 octobre)

Le 16 octobre, les Archives de Lyon ont inauguré une exposition consacrée à l'œuvre de Tony Garnier (1869-1947). Ce théoricien de l'urbanisme moderne s'est surtout illustré à Lyon, réalisant les plus grands travaux commandés par le maire, Édouard Herriot (1872-1957).



« Contes et légendes » (16 octobre)

Les Archives de la Loire-Atlantique interrogent ce patrimoine universel : leur genèse, le passage de l'oral à l'écrit, les canaux de leur collecte, leur public. La scénographie a été élaborée par des étudiants en arts appliqués.

OCTOBRE

Les plans bleus en ligne aux Archives de la Lozère

À la suite des plans napoléoniens, 2 865 plans de rénovation du cadastre, dits « plans bleus », datant de 1931 à 1974, sont accessibles sur le site des Archives de la Lozère. L'opération a bénéficié du soutien financier de quatre cabinets locaux de géomètres-experts.

Des lettres patentes de Louis XI entrent aux Archives nationales (17 octobre)

Les lettres patentes, en date du 2 juillet 1466, sanctionnent le contrat de mariage entre François d'Orléans-Longueville et Agnès de Savoie.

Le fonds Glorot acquis par les Archives de Rennes

Le fonds Glorot est une collection de 4 805 cartes postales, concernant pour l'essentiel la ville de Rennes, de la fin du XIXe siècle à nos jours. On y voit le bâtiment emblématique de Rennes, surnommé « le château branlant » (XVIIe siècle), qui s'est effondré le soir du 17 août 1936.

NOVEMBRE

« Les années 20, promesse d'une vie meilleure ? »

Les Archives de Tarn-et-Garonne retracent les aspects les plus divers de la vie locale dans l'immédiat après-guerre : retour des Poilus, arrivée d'Italiens, politique sanitaire destinée à diminuer la mortalité infantile, reprise d'une vie économique essentiellement tournée vers l'agriculture, place des femmes, développement des transports et des services, vie culturelle et associative. Elle a attiré 1 035 visiteurs, dont 307 scolaires.

Séminaire annuel des Archives de France à Dijon (20-22 novembre)

Réunis par la cheffe du Service interministériel des Archives de France, les directeurs et directrices des Archives nationales, départementales et des principaux services d'archives communales ont fait porter leurs travaux notamment sur l'archivage électronique à l'échelon central et dans les territoires.

20 000 photos sur la Guadeloupe données aux Archives départementales

Le photographe guadeloupéen Adolphe Catan (1899-1979) a laissé 20 000 photographies entre 1926 et 1970 : visites officielles (Félix Éboué, général de Gaulle), photos de famille, scènes de travail, paysages (dont le sommet de la Soufrière).

DÉCEMBRE

Deuxième mention spéciale du Prix de la laïcité de la République française 2019 décernée aux Archives des Landes

Autour de l'exposition « Laïcité : à lire et à dire », les Archives des Landes ont accueilli des lectures d'archives théâtralisées sur la laïcité (9 décembre), la conception collective d'une fresque de *street art*, des récitals et une conférence animée par Nicolas Cadène, rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité.

Les Archives de Nancy fêtent Saint Nicolas, patron de la Lorraine

Depuis 2018, les fêtes de la Saint-Nicolas, patron de la Lorraine, sont inscrites à l'Inventaire français du patrimoine culturel immatériel, première étape avant l'obtention du label de l'UNESCO en 2022 ou 2023. Dans ce contexte, les Archives de Nancy poursuivent activement la collecte de sources en lien avec ces fêtes traditionnelles.

Registre de la Chambres des comptes de Dole

DÉPARTEMENT
DE LA CREUSE.

Instruction Primaire.

École Mixte
de Lavaufranche

ARRONDISSEMENT
de Bourac

COMMUNE
de Lavaufranche

CERTIFICAT

CONSTATANT LE

TEMPS PENDANT LEQUEL LA MAITRESSE DES TRAVAUX A L'AIGUILLE A EXERCÉ SES FONCTIONS.

Nous, soussigné, Maire de la commune de Lavaufranche certifions que Mme Parny Amélie maîtresse des travaux à l'aiguille dans l'école mixte de la dite commune, est restée en fonctions (1) pendant l'année entière de mil huit-cent soixante-onze

Fait à Lavaufranche, le 27 Février 1872.
(année 1871)

LE MAIRE,
Mousson

(1) Indiquer si c'est pendant l'année entière ou depuis telle époque jusqu'à telle autre.

Guéret, imp. ve Betoulle.

AT40

Certificat remis à Amélie Parny, maîtresse des travaux à l'aiguille de l'école de Lavaufranche dans la Creuse (1871)

Liste des auteurs

Françoise Banat-Berger, conservatrice générale du patrimoine, cheffe du service interministériel des Archives de France, adjointe au directeur général des patrimoines

Frédérique Bazzoni, conservatrice générale du patrimoine, chargée de mission pour les archives privées

Jean-Charles Bédague, conservateur en chef du patrimoine, sous-directeur de la communication et de la valorisation des archives

Aurélien Conraux, conservateur du patrimoine, chef du bureau de l'archivage numérique, des normes et référentiels

Henri-Luc Camplo, responsable du Centre national du microfilm et de la numérisation

Anne Ducret, chargée d'études documentaires, bureau des études et des partenariats scientifiques

Amélie Foulet, conservatrice du patrimoine, bureau du contrôle et de la collecte des archives publiques

Alice Grippon, directrice de la communication et des partenariats au Programme VITAM

Brigitte Guigueno, conservatrice en chef du patrimoine, bureau des études et des partenariats scientifiques

Françoise Janin, conservatrice en chef du patrimoine, cheffe du bureau des missions et de la coordination interministérielle

Catherine Junges, conservatrice générale du patrimoine, sous-directrice de la politique archivistique

Magali Lacousse, conservatrice en chef du patrimoine, adjointe au chef du bureau des études et des partenariats scientifiques

Anne Lambert, conservatrice du patrimoine, cheffe de la mission des archives auprès des ministères sociaux

Claire Martin, conservatrice en chef du patrimoine, cheffe de la mission des archives auprès des services du Premier ministre

Agnès Masson, conservatrice générale du patrimoine, Inspection des patrimoines

Chloé Moser, chargée d'études documentaires, adjointe à la cheffe de la mission des archives auprès des ministères sociaux

Dominique Naud, chargée d'études documentaires, bureau de l'archivage numérique, des normes et référentiels

Thi-Phuong Nguyen, chargée de mission pour la conservation préventive, bureau de l'archivage numérique, des normes et référentiels

Lenaïg Payen de La Garanderie, conservatrice du patrimoine, bureau du contrôle et de la collecte des archives publiques

Mélanie Rebours, conservatrice en chef du patrimoine, cheffe du bureau du contrôle et de la collecte des archives publiques

Manonmani Restif, conservatrice en chef du patrimoine, cheffe de projet du portail FranceArchives, bureau de l'accès aux archives et de la diffusion numérique

Bruno Ricard, conservateur général du patrimoine, directeur des Archives nationales

France Saïe-Belaïsch, architecte, bureau de l'archivage numérique, des normes et référentiels

Mathieu Stoll, conservateur général du patrimoine, chef du bureau de l'accès aux archives et de la diffusion numérique

Odile Welfelé, conservatrice générale du patrimoine, chargée de mission pour l'action internationale

Hélène Zettel, conservatrice du patrimoine, bureau des études et des partenariats scientifiques

Coordination éditoriale : Jean-Charles Bédague, Bastien Chastagner, Magali Lacousse

Conception et réalisation graphique : Delphine Brunet, agence Noir O Blanc, Saint-Lô

Crédits photographiques

Couverture : Espagnols à Langogne pour le 14e anniversaire de la République d'Espagne (1945) © Arch. de Lozère/Marius Robert ; Maquette du quartier de la Part-Dieu à Lyon (2000) © Arch. du Rhône/Département du Rhône.

P. 2 – Séminaire des Archives de France à Dijon © Ville de Dijon/ Philippe Bornier.

Partie 1 – Accompagner, évaluer, collecter, bâtir, conserver, protéger

P. 8 - Anita Conti dans les agrès du voilier « Johanna » (1949) © Arch. de Lorient.

P. 10 – Maison centrale de Saint-Maur : dossiers des détenus libérés ou décédés (1975-2008) © Arch. de l'Indre.

P. 12 – Dossier de carrière de Jean Tricard, domestique de ferme à l'hôpital de Périgueux © Arch. de Dordogne.

P. 13 - Consultation de la plateforme du Grand Débat © Services du Premier ministre ; Livret du garde Jean Boy du triage domanial n° 9 de la brigade de Bouconne (1904) © Arch. de Haute-Garonne ; Notice sur l'*Eulophiella Peetersiana* (1919) © Arch. de Lyon.

P. 14 – Logo ALCOTRA © Arch. de la Savoie/FEDR ; Montage avec la porte de la prison de Fresnes © Arch. du Val-de-Marne/ Fabienne Marie-Maillet ; État de la construction du barrage de Vouglans (1967) © Arch. du Doubs/Lydie Besançon ; Démolition de la chartreuse de Vaucluse lors de la construction du barrage de Vouglans (1966) © Arch. du Doubs/Lydie Besançon ; Le Morel : traversée du torrent (1895) © Arch. de la Savoie/C. Kuss ; Centrale nucléaire de Penly : présentation du la demande de renouvellement des autorisations ALCOTRA de prises d'eau, de rejets liquides et gazeux, radioactifs et non radioactifs de la centrale nucléaire de Penly (2007) © Arch. de Seine-Maritime/EDF.

P. 15 – Plan du château de Castelnau à Plou (détail) © Conseil départemental du Cher/François Lauginie ; Version autographe du poème *Te souviens-tu ?* de Jules Barbey d'Aurevilly (1887) © Arch. de la Manche/Conseil départemental.

P. 18 - Bâtiment des Arch. de Loir-et-Cher © AAUP-Kauz architecte/SIAF France Saïe-Belaïsch ; Bâtiment des Arch. de Meurthe-et-Moselle © Daniel Rubin architecte/Jean-Charles Capponier ; Bâtiment des Arch. de Ploemeur © Carole Senegas architecte.

P. 19 - Magasins des Arch. de Compiègne et de la communauté d'agglomération © Anne-Claire Brière architecte ; Herbier du fonds Justin Castanier © Arch. des Pyrénées-Orientales/Atelier Cédric Lelièvre.

P. 20 - Herbier du fonds Justin Castanier © Arch. des Pyrénées-Orientales/Atelier Cédric Lelièvre ; Charte de l'an 1000 de Dudon de Saint-Quentin © Arch. de la Seine-Maritime.

Partie 2 – Communiquer, diffuser, valoriser, accueillir, donner à voir et à comprendre.

P. 22 - Espagnols à Langogne pour le 14e anniversaire de la République d'Espagne (1945) © Arch. de Lozère/Marius Robert.

P. 24 - Femmes et enfants se reposant au Perthus dans la rue du monument aux morts (1939) © Arch. des Pyrénées-Orientales ; Foule de réfugiés au camp de Barcarès © Arch. des Pyrénées-Orientales ; Portrait de deux réfugiés au camp d'Argelès-sur-Mer (1939) © Arch. des Pyrénées-Orientales ; Habitations de fortune au camp d'Argelès-sur-Mer (1939) © Arch. des Pyrénées-Orientales ; Enfants de réfugiés espagnols hébergés avec leurs parents à La Clappe (vers 1939) © Arch. de Digne-les-Bains/Aimé Martel ; Francisco San Gérotéo devant la baraque n° 69 du camp de Bram (1939) © Arch. de l'Aude ; « *Carmen te Amo* ». Dessin de Fransisco San Gérotéo réalisé au camp de Bram et destiné à son épouse (1939) © Arch. de l'Aude.

P. 26 – Carte de Mézières et de Charleville et de leurs environs (1759) © Archives des Ardennes.

P. 27 – Flèche de Notre-Dame de Paris, par Charles Marville (vers 1860) © Médiathèque de l'architecture et du patrimoine.

P. 29 – Œuvre de *street art* à partir du mot « archives » © Archives des Landes.

P. 30 - *Escape game* © Archives des Vosges ; « Figure de l'Essonne près de Puiseaux » (vers 1498-1519) © Arch. nat.

P. 31 – *Au tableau ! Deux siècles d'école en Meuse* © Arch. de la Meuse ; *Bellevaux en Haute-Saône : 9e centenaire d'une abbaye cistercienne (1119-2019)* © Arch. de la Haute-Saône ; *Camille Leclanché (1921-1944) : du refus à l'engagement* © Arch. du Puy-de-Dôme ; *Des Espagnols en Ariège* © Arch. de l'Ariège ; *Entrée-plat-dessert : alimentation en Val-de-Marne du XVIIIe siècle à nos jours* © Arch. du Val-de-Marne ; *Espionnage, sabotage et clandestinité en Moselle (1914-1945)* © Arch. de la Moselle ; *Été 44 : la Libération* © Arch. de Seine-Saint-Denis ; *L'industrie cistercienne (XIIe-XXIe siècle)* © Arch. de l'Aube ; *La Guadeloupe et l'expérience de la Première Guerre mondiale* © Arch. de la Guadeloupe ; *Le relief, de notre territoire et d'ailleurs* © Arch. de la Haute-Savoie ; *Libération (6 juin - 6 août 1944) : histoire & art séquentiel* © Arch. de la Mayenne ; *Mémoires d'Hervé Clérel, comte de Tocqueville (1772-1856)* © Arch. de la Manche ; *Moulins et machines au fil de l'eau* © Arch. des Vosges ; *Petits Poucet de la Grande Guerre* © Arch. de la Côte-d'Or ; *Les princes de Monaco en Normandie : des Estouteville aux Grimaldi seigneurs de Valmont* © Arch. de la Seine-Maritime ; *Senez un évêché provençal des origines à la Révolution* © Arch. des Alpes-de-Haute-Provence ; *Humanisme 70 : photographies Dominique Prévost* © Arch. de Dunkerque ; *Mémoire de pierre de la Grande Guerre : monuments aux morts de Bordeaux et de la métropole* © Arch. de Bordeaux Métropole ; *Quand Honoré de Balzac vivait et séjournait à Tours* © Arch. de Tours.

P. 32 – « Les enquêtes de l'Inspecteur Archibald » © Arch. des Yvelines ; Résidence artistique « La forêt grandeur nature », Collège Pierre et Marie Curie de L'Isle-Adam © Arch. du Val-d'Oise/Cl. J. Epain ; Accueil de collégiens taïwanais aux Archives du Nord © Arch. du Nord/ Jean-Luc Thieffry.

P. 33 – Plan du senatus-consulte : plan croquis de la Tribu des Oulad Sidi Aïssa © ANOM.

Éphéméride

P. 34 – Espagnols à Langogne pour le 14e anniversaire de la République d'Espagne (1945) © Arch. de Lozère/Marius Robert ; Armorial Ammeister © Arch. de Strasbourg ; photographie de Bertillon © Arch. nat. ; Saint patron de la Lorraine, protégez vos enfants (1945) © Arch. de Nancy/Jean Varcollier ; Le « livre verd » de Boulogne-sur-Mer (détail) © Archives de Boulogne-sur-Mer ; *Escape game* © Arch. des Vosges ; Invitation à la remise des archives de « Papillon» aux Archives de l'Ardèche © Arch. de l'Ardèche.

P. 35 – Site internet des archives de la Mayenne © Arch. de la Mayenne ; « Entrée-Plat-Dessert » © Arch. du Val-de-Marne ; « Le déracinement silencieux » © ANOM ; « Entre ciel, mer et terres : l'île monastique de Lérins » © Arch. des Alpes-Maritimes.

P. 36 – « Ciao Italia » © Musée de l'Histoire de l'Immigration ; site internet de Montbéliard © Arch. de Montbéliard.

P. 37 – « La conservation des collections d'archives et de bibliothèques – Série 1. Les moisissures (1/3) » © SIAF ; Du parchemin au numérique, panorama d'archives © Arch. de Strasbourg ; « Sports, une histoire dans l'Oise » © Arch. de l'Oise.

P. 38 – « En voiture ! » © Arch. du Var ; Site internet du CRBC Projet Paperoù © CRBC ; bâtiment des Archives du Calvados/ Emmanuel Blivet © Arch. du Calvados ; « Scènes de justice en Vienne : du Poitou médiéval à la Cité judiciaire » © Arch. de la Vienne ; *Guide de recherche dans les archives du Conseil d'État* © Conseil d'État.

P. 39 – « Les nouveau terriens » © Arch. de l'Essonne ; photographie de visiteurs de l'exposition « Au coeur des archives départementales de l'Aveyron » © Arch. de l'Aveyron ; invitation à la remise des archives de « Papillon» aux Archives de l'Ardèche © Arch. de l'Ardèche.

P. 40 – Flèche de Notre-Dame de Paris, par Charles Marville (vers 1860) © Médiathèque de l'architecture et du patrimoine ; blason de Pietro Signorotti © Laurent Granier 2018 ; « À l'ombre des bastides » © Arch. de Marseille ; modulaire des Archives de France © SIAF.

P. 41 – Vue de Guémar © Archives du Haut-Rhin/Bernard Naegelen ; « Peintre et affichiste : les deux visages de Luigi Castiglioni » © Archives des Yvelines/Luigi Castiglioni ; « L'Affaire, Lurs, 4 août 1952 » © Archives des Alpes-de-Haute-Provence ; photographie d'Alain Robert © Archives de Saône-et-Loire ; catalogue de « Les Templiers croisent les jeux vidéo » © Archives de la Côte-d'Or ; « Les enfants de la Libération, été 44 » © Archives de la Manche.

P. 42 – « La Haute-Marne vue par les premiers photographes, 1850-1880 » © Archives de la Haute-Marne ; « Vitraux commémoratifs de Normandie » © Arch. de l'Eure/ ONACVG/ Éducation nationale/ Région Normandie ; Le « livre verd » de Boulogne-sur-Mer © Archives de Boulogne-sur-Mer.

P. 43 – « Quai des archives : une histoire des chemins de fer en Charente-Maritime » © Archives de Charente-Maritime ; Semaine internationale des archives © ICA ; Fusion entre l'opéra–comique et le théâtre Feydeau © Arch. nat ; Photographie de la salle de l'exposition « Liberté ! L'éternelle reconquête » © Arch. de Bordeaux Métropole/Bernard Rakotomonga.

P. 44 – Contrat entre Yu King Y, John Prentice et Élie Bouchard (1907) © Arch. de l'Ardèche ; Registre des baptêmes de la paroisse de la Madeleine (1594) © Arch. de Cambrai ; album d'images Casino (1937) © Arch. de Saint-Étienne ; Lettre d'Arthur Roques à une de ses filles © ANOM.

P. 45 – Site internet de la Mission du centenaire de la première guerre mondiale © Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale ; Brassard des Forces Françaises de l'Intérieur de Nangis et de Nemours (1944) © Arch. de Seine-et-Marne ; « Sto Lat ! Polonia a 100 ans » © Arch. du Pas-de-Calais.

P. 46 – Photographie de l'inauguration de l'exposition « Les princes de Monaco en Normandie » © Arch. de Seine-Maritime ; « La science à la poursuite du crime : Alphonse Bertillon, pionnier des experts policiers » © Arch. nat. ; « Le collège Gérôme de Vesoul : une rentrée dans l'histoire » © Arch. de Haute-Saône ; Maquette du quartier de la Part-Dieu à Lyon (2000) © Arch. du Rhône/Département du Rhône.

P. 47 – Inventaire des privilèges et écritures de Sauze (1591) © Arch. des Alpes-Maritimes ; « 50 ans, ça se fête » © Arch. de Rennes ; « De caves en cépages » © Arch. de l'Indre/C. Berthélémy ; « La vie cachée des Petits-Châtelets : une œuvre de protection et de réinsertion sociale des jeunes filles (XIXe-XXIe siècles) » © Arch. d'Alençon.

P. 48 – « Hélène Jégado : un bol d'arsenic ? » © Arch. d'Ille-et-Vilaine ; « Du berceau au tombeau : les grands moments de la vie, du XVe siècle à nos jours » © Arch. de la Somme.

P. 49 – Photographie de la présentation du coussin sur lequel sont épinglées la croix de la Légion d'honneur et la croix de guerre remises à Nancy (1919) © Arch. de Nancy ; « Le maire et l'architecte » © Arch. de Lyon ; « Contes et légendes » © Arch. de la Loire-Atlantique.

P. 50 – Carte postale du « château-branlant » (1898) © Arch. de Rennes ; « Les années 20, promesse d'une vie meilleure ? » © Arch. de Tarn-et-Garonne ; Plaque de verre de Félix Éboué nommé gouverneur en Guadeloupe (1936) © Arch. de la Guadeloupe.

P. 51 - Lectures d'archives théâtralisées sur la laïcité, par les Ateliers de pratique théâtrale du Théâtre des Lumières © Arch. des Landes/James Camus ; Saint patron de la Lorraine, protégez vos enfants (1945) © Arch. de Nancy/Jean Varcollier ; Registre de la Chambres des comptes de Dole © Arch. du Doubs/Lydie Besançon.

P. 52 – Certificat remis à Amélie Parny, maîtresse des travaux à l'aiguille de l'école de Lavaufranche (1871) © Arch. de la Creuse.

P. 56 – *Escape game* © Arch. des Voges/Cl. Joëlle Laurençon, Conseil départemental des Vosges.

Table des matières

Moderniser les archives ..... p. 3

Données clés 2019 ..... p. 5

PARTIE 1.

Accompagner, évaluer, collecter, bâtir, conserver, protéger

Grandes orientations de la collecte ..... p. 9
- Les acteurs de la collecte ..... p. 9
- Une année de collectes remarquables ..... p. 12
  - Archives publiques ..... p. 12
  - Archives privées ..... p. 15

Assurer l'archivage pérenne des données numériques ..... p. 16

Bâtir, conserver, protéger ..... p. 18
- Bâtiments d'archives ..... p. 18
- Conservation préventive ..... p. 19
- Protection du patrimoine en matière d'archives privées ..... p. 21

PARTIE 2.

Communiquer, diffuser, valoriser, accueillir, donner à voir et à comprendre

Les archives aux carrefours de la mémoire ..... p. 23

Observatoire des dérogations ..... p. 25

Diffusion des données ..... p. 27
- Le portail FranceArchives ..... p. 27
- Informatisation des services d'archives ..... p. 28
- Politique de numérisation ..... p. 28

Politique des publics : activités culturelles et scientifiques ..... p. 29

Publications ..... p. 31

Éducation artistique et culturelle ..... p. 32

Mémoires partagées ..... p. 33

Les mois des Archives ..... p. 34

Liste des auteurs ..... p. 53

Crédits photographiques ..... p. 54

Escape game aux Archives des Vosges

ARCHIVES DES EN FRANCE

L'ACTIVITÉ DES SERVICES D'ARCHIVES • 2019

ISBN : 978-2-911601-72-9

9 782911 601729

Prix : 10 €